

AntiCapitaliste



- 1€ - pour le pouvoir des travailleurs - N°4 - Octobre 2008

Crise, Chômage, Guerre,

**UN AUTRE MONDE
EST NECESSAIRE!**



Qui sommes-nous ?

NOUS SOMMES COMMUNISTES, nous refusons cette société capitaliste où une petite minorité s'enrichit aux dépens de l'exploitation de l'immense majorité de la population. La planète n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui et les inégalités et la misère n'ont jamais été aussi criantes. Des populations entières meurent de faim alors que l'on produit 120% des besoins alimentaires mondiaux. Il y a en France plus de logements vides que de SDF. De nos jours les besoins humains ont très largement de quoi être satisfaits et pourtant c'est toujours plus de chômage et de précarité qui nous guettent. La course au profit conduit à des désastres écologiques qui menacent la survie même de l'humanité.

NOUS COMBATTONS LE RACISME ET LES OPPRESSIONS, que le régime érige en institution (centres de rétention, rafles et ministère de l'identité nationale, ...) ainsi que l'extrême droite et ses idées. Le capitalisme a toujours besoin d'un bouc émissaire pour diviser les travailleurs. Aujourd'hui c'est la carte de l'islamophobie qui est brandie sous couvert d'une pseudo-laïcité et d'une guerre dite de civilisation. Le sexisme, l'homophobie et les oppressions de genre, continuent d'être des outils aux mains des capitalistes.

NOUS SOMMES INTERNATIONNALISTES car les travailleurs n'ont pas de patrie. Nous combattons l'impérialisme, le pillage par les Etats-Unis en Irak ou par la France dans ses anciennes colonies. Nous soutenons inconditionnellement tous les peuples en résistance en Palestine, au Liban, en Irak, au Kurdistan, en Tchétchénie et ailleurs. Chaque défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs.

NOUS SOMMES ENGAGES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX où nous défendons les stratégies les plus unitaires possibles tout en affirmant la nécessité de combattre les gouvernements aux ordres du MEDEF. Nous avons lutté pour la défense des retraites et des services publics, contre le CPE, contre la LRU... Nous nous battons pour des revendications politiques dans ces mouvements car c'est la seule manière de triompher.

FAIRE EMERGER UNE ALTERNATIVE UNITAIRE A GAUCHE est de plus en plus crucial. Les courants de la gauche antilibérale et anticapitaliste doivent s'unir afin d'offrir une expression politique aux mouvements sociaux qui soit une alternative crédible face à un Parti Socialiste qui n'offre aucune perspective si ce n'est l'accompagnement des reculs sociaux et démocratiques. Nous défendons dans ce cadre la nécessité de transformer les crises sociales en crises politiques afin de déstabiliser davantage le régime.

UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST NECESSAIRE pour renverser le capitalisme. Ce n'est pas des institutions des capitalistes que viendra le changement de société. Les travailleurs, qui créent les richesses, doivent s'emparer du pouvoir, pour abolir la propriété privée des moyens de production et planifier eux-mêmes l'économie afin de répondre aux besoins de tous. Une révolution passe par la lutte internationale des travailleurs. Le socialisme ne peut rester enfermé dans un seul pays. Les pays staliniens n'avaient de socialisme que le nom et pratiquaient un capitalisme d'Etat bien réel.

BATIR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE centralisé et démocratique est indispensable à la réussite d'une révolution des travailleurs. La spontanéité seule est bien trop fragile pour menacer durablement le capitalisme. Le patronat est très bien organisé et les travailleurs doivent disposer d'une structure efficace capable de le combattre.

Agenda militant

Réunions de Marxistes Unitaires

Tous les mercredi à 17h, salle B1204, à Tolbiac

8/10 : Non à la guerre en Afghanistan (Catherine Curran)

15/10 : Bolivie : mouvements sociaux et fascisme (Sebastian)

22/10 : Réunion publique sur la crise

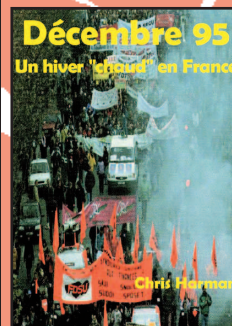
29/10 : Réforme ou Révolution (Otman Fekar)

Manifestations

19/10 : Manifestation nationale contre la casse de l'éducation



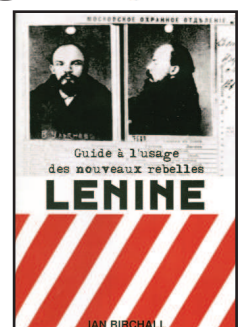
LES BROCHURES de Marque Page



Chris Harman,
Décembre 95 : Un hiver
"chaud" en France



Chris Harman,
Qu'est ce que le
marxisme ?



Ian Birchall
Lénine : Guide à l'usage
des nouveaux rebelles

Edito

Un monde en crise ...

La crise s'amplifie de manière dramatique. La situation ira de mal en pis. Les conséquences en France seront catastrophiques : déjà 40.000 chômeurs de plus pour le mois d'août, la récession, des prix en hausse.

Fortis, Dexia, deux banques européennes ont déjà été nationalisées. Coût pour les travailleurs des Pays Bas, de Belgique et de France : plus de 16 milliards d'euros. Et ce n'est pas fini.

« Les caisses sont vides » pour les services publics, les droits sociaux. Mais le gouvernement a trouvé l'argent pour « indemniser » les banquiers européens. "Le marché", "le gout du risque", les valeurs des ibéraux ...

... et en guerre

Américains et Russes se mènent une guerre par Géorgiens interposés. En Afghanistan, les troupes illégitimes d'occupation de l'Otan se heurtent à une résistance populaire de plus en plus puissante et déterminée... Heureusement que tout va bien en Iraq ... et que Mc Cain et Obama sont tombés d'accord pour sauver le capitalisme, bombarder le Pakistan et envoyer des renforts en Afghanistan... Leur système, c'est la guerre.

La casse sociale continue

Cette année, les hôpitaux et les usagers trinqueront. Avec le plan hôpital 2012 et la tarification à l'activité (T2A), c'est « l'autonomie » qui amènera des fermetures d'hôpitaux, 13 sur 35 à Paris d'ici 2012.

A cette rentrée se font sentir les suppressions de poste dans l'éducation : 11.200 pour cette année, 13.500 en 2009, l'hémorragie continue. La grève et les manifestations du 7 octobre marquent la reprise de la lutte.

A l'université, 900 nouvelles suppressions de postes sont prévues pour la rentrée prochaine. Le plan campus créera des ghettos universitaires, avec quelques facs d'élite et plein de facs poubelles. La sélection sociale s'accélère : le plan licence, appliqué dès cette année, organise la ré-orientation de force au premier semestre raté. Nous avons raison de combattre la LRU, nous aurons raison de continuer à lutter contre ses conséquences.

Une rentrée explosive

Le 23 septembre dernier, 40% des salariés de La Poste ont fait grève. Un record depuis les grèves de 1988, qui augure bien de la rentrée sociale qui s'annonce.

Sarkozy a maintenant besoin de centaines de CRS pour rencontrer les salariés. L'ami des milliardaires n'a plus la côte chez les ouvriers.

Pour mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy, nous aurons besoin de construire un mouvement fort, une grève générale. Nous aurons besoin de construire une vraie alternative politique afin d'en finir avec ce système.

Sommaire

2... Agenda militant

3... Editorial

4-5... Grève à la Poste

5... PTT

6... Santé

7... Université

8-9... Crise

10-17... Dossier : Un système en guerre

18-19... NPA

20-21... Islamophobie

22... Quelle société voulons-nous ?

23-24... Crise alimentaire

Remerciements :

Ont participé à ce numéro (par ordre alphabétique), Adrien, Benjamin, Catherine, Cécile, Daniel, John, Laurent, Marie, Otman, Thomas.

Nous tenons tout particulièrement à remercier tous-tes les militants-tes qui nous ont accordé des interviews afin de rendre plus vivant ce journal.

Infos légales :

Ce journal est édité par l'association Marxistes Unitaires.

Ce journal est tiré à 100 exemplaires pour la première édition (mardi 6 octobre).

La rédaction de *Anticapitaliste* reste à votre disposition :
association_marquepage@yahoo.fr
ou par téléphone au 06.19.39.52.80.

Grève à La Poste : une mobilisation porteuse d'espoir

Articles d'Adrien Nicolas

Mardi 23 septembre 2008, près de 40% des travailleurs postaux se sont mis en grève contre la privatisation de la Poste. Cinq des six syndicats (SUD-PTT, CGT, FO, CFDT, CFTC) ont appelé à la grève. Celle-ci est la plus importante depuis la séparation de France Télécom des PTT en 1988. 61% des Français sont opposés à la privatisation de la Poste et se disent favorables à un référendum sur la question.

La mobilisation des salariés de La Poste est révélatrice de la combativité chez de nombreux salariés qui refusent le défaitisme face aux attaques du gouvernement.

FERMETURES DE BUREAUX DE POSTE



INTERVIEW, Propos recueillis par A.N.

Nous avons interviewé Régis Blanchot, secrétaire fédéral de Sud PTT.

Le gouvernement prépare la privatisation de La Poste. Quelles conséquences pour les personnels ?

La libéralisation des marchés a déjà beaucoup dégradé les conditions de travail. Chaque année, ce sont plus de 5000 emplois qui sont détruits à La Poste. Cette casse de l'emploi a évidemment des conséquences désastreuses sur les conditions de travail, d'autant plus qu'il est demandé toujours plus de résultats aux salariés. Par exemple, les guichetier-es ou les agents qui répondent au téléphone dans les centres financiers sont soumis à des objectifs de vente toujours plus démesurés. De plus, quelques soient les secteurs de l'entreprise, facteurs, centre de tri, bureaux de poste, centres financiers ou service de colis, il s'agit de réorganisations permanentes. Cette situation explique que les études, y compris celles commandées par la direction de La Poste, font apparaître un nombre de gens stressés supérieur à la moyenne des entreprises en France ou en Europe. Enfin, au nom de la concurrence, s'exerce une pression sur le niveau des



salaires. La privatisation de l'entreprise ne pourrait qu'aggraver cette situation. Il ne s'agirait plus seulement d'être compétitifs vis à vis d'autres entreprises, mais de dégager une rentabilité financière suffisante pour dégager des dividendes afin d'attirer les actionnaires.

Quel est ton bilan de la journée de grève du 23 septembre ?

Avec près de 40 % de grévistes, nous pouvons être satisfaits de cette mobilisation. Il s'agit d'un niveau que nous n'avions pas réalisé depuis 2003, même si les grèves à cette époque contre le projet de loi Fillon contre la casse des retraites étaient plus fortes. En fait, il était légitime d'avoir un certain nombre d'inquiétudes sur la réussite de cette grève. Le contexte de restructurations permanentes avec son lot de reculs sociaux pouvait engendrer auprès de certains collègues des interrogations sur le thème «ce sera vraiment pire ? ». Par ailleurs, il est patent qu'un certain fatalisme régnait

dans une certaine couche du personnel. Si très peu de collègues croient dans la propagande de la direction, ils sont aussi dubitatifs quant à la possibilité de faire reculer le gouvernement. Les défaites successives lors de la privatisation de France Télécom et d'EDF sont encore présentes dans les esprits. Malgré ces handicaps, le travail fourni par les équipes locales et le débat qui s'est engagé en externe, notamment sur la nécessité d'un référendum sur l'avenir de La Poste ont été des éléments déterminants dans la réussite de cette journée. Pour terminer sur cette question, et toujours au rang des satisfactions, l'importance des manifestations, aussi bien à Paris que dans les principales villes de France, démontrent une envie de ne pas laisser faire.

Comment avez vous construit cette grève malgré la multiplication des contrats précaires ?

Je pense qu'il faut être précis sur ce que l'on entend comme contrat précaire. Dans un certain sens, il y a moins de contrats précaires aujourd'hui à La Poste si l'on prend comme critère le CDD. La Poste ayant été tellement condamnée devant les prud'hommes pour utilisation abusive de ce type de contrats qu'elle en limite



maintenant beaucoup le recours. Cela ne veut pas dire qu'elle embauche à tour de bras, cela signifie qu'elle préfère avoir recours à des intérimaires, à des heures supplémentaires ou fermer temporairement des bureaux.

Si le nombre de contrats précaires baisse cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de travailleurs pauvres à La Poste. Il est difficile de vivre à Paris lorsque le niveau d'embauche se situe à 1 000 euros net par mois ! Cette situation est une des raisons pour lesquelles il n'est pas possible de comparer les résultats de grève à La Poste à ceux d'administrations ou même à ceux d'autres entreprises publiques dont le personnel est sous statut. Néanmoins, même sur un sujet comme celui de la privatisation, nous assistons à une certaine unification, selon les services, entre le taux de combativité des salariés de droit privé et des agents fonctionnaires.

Quelles suites à donner au mouvement ?

Il existe, aujourd'hui, au sein de l'établissement, une intersyndicale regroupant les 5 principales fédérations syndicales (CGT, Sud, CFDT, FO et CFTEC). Toutefois, cette intersyndicale est fragile et il apparaît assez clairement que la CFDT est prête à troquer le statut contre d'hypothétiques garanties tant pour le personnel que pour les missions de service public. La fragilité de cette intersyndicale rend complexe les suites à donner en interne. D'ores et déjà,

une manifestation nationale décentralisée est appelée pour le 22 novembre. Pour Sud-PTT cette initiative ne peut être considérée que comme un tremplin pour aller vers une grande manifestation nationale. Toutefois, les manifestations du 22 novembre, un samedi, doivent permettre de faire converger les postiers et les usagers dans un premier grand mouvement contre la privatisation. De toute manière, battre le gouvernement Sarkozy-Fillon sur cette question passera inévitablement par une mobilisation de très grande ampleur, intégrant bien sûr les salariés de l'entreprise mais aussi les usagers. C'est pour-

quoi il y a urgence aujourd'hui de créer, partout dans les quartiers et les campagnes des collectifs contre la privatisation de La Poste. Nous ne doutons pas que cette tâche est ardue mais elle est réalisable. A des degrés divers, les valeurs de proximité véhiculées par La Poste comme la situation économique pourraient bien faire chuter Sarkozy.

Pensez vous qu'il y ait possibilité de construire une convergence des luttes contre la casse sociale ?

Je ne sais pas si c'est possible. En tous les cas, je sais que c'est nécessaire. La situation actuelle démontre à quel point le système capitaliste est en crise et qu'il nous précipite dans un gouffre. Il s'agit donc d'un nouveau modèle de société dont nous avons besoin, cela est une évidence. Il est tout aussi évident que ce ne sera pas possible si nous attendons les échéances législatives. Une partie du problème réside dans une question : « existent-ils aujourd'hui en France des grandes organisations, notamment syndicales, pour tenter le pari ? Il est, par exemple, remarquable qu'une grève générale, le 6 novembre, arrive à paralyser la Belgique alors que la rentrée sociale en France ressemble à s'y méprendre à un électrocardiogramme plat. L'action de tous les militants « lutte de classe » est vraiment toujours plus nécessaire.



La santé ne doit pas devenir une marchandise

Articles d'Adrien Nicolas

Le projet de réforme de l'hôpital « Patient, santé, territoire » sera présenté en conseil des ministres le 8 octobre prochain. La logique de cette réforme comptable est clairement libérale : l'hôpital va avoir intérêt, soit à sélectionner les patients, soit à choisir leur traitement en fonction de la rentabilité. Cette réforme désavantage nettement l'hôpital public, qui gère les pathologies lourdes et assure une activité de recherche et d'enseignement, et qui est de plus en plus mis en concurrence avec le privé.

De nombreux hopitaux de proximité vont fermer, au profit du privé qui fera du profit sur les soins pour les riches et dans

les centre-villes. Sur Paris, l'AP-HP prévoit la fermeture de 13 hopitaux sur 35 d'ici à 2012.

Le gouvernement a déjà instauré les franchises médicales, un forfait de 2 euros par acte médical et 50 centimes par médicament à la charge du patient, « puni pour être malade ». La création cet été d'un impôt de 3% sur le chiffre d'affaires des mutuelles entraînera automatiquement une hausse du prix des mutuelles, alors que de plus en plus de médicaments sont déremboursés par la sécurité sociale. Se soigner devient de plus en plus difficile, l'inégalité face aux soins se développe.



INTERVIEW, Propos recueillis par A.N.

Pour comprendre toute la portée du sujet nous avons voulu laisser la parole à Fabienne Binot, secrétaire fédérale de SUD Santé.

Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ?

Aujourd'hui, nous revendiquons un salaire de 1500 euros net minimum, que devraient toucher tous les salariés du pays, quelle que soit leur branche. Nous revendiquons par rapport à nos conventions collectives, dans le social et le médico-social, par rapport à nos salaires, qui sont bloqués dans la branche, comme ils sont bloqués partout.

Plan hôpital 2012, tarification à l'activité (T2A), l'autonomie des hopitaux conduira-t-elle à la privatisation ?

De toute façon, la T2A a été mise en place pour considérer l'hôpital public comme n'importe quelle entreprise puisqu'il serait financé par son activité et plus en fonction des besoins de santé de la population. C'est une première étape vers la privatisation, que la nouvelle loi va confirmer.

C'est aussi une privatisation car dans la loi il est prévu un article qui permet de déclarer un hôpital public en faillite.

Nous sommes très inquiets pour les personnes âgées et la gériatrie, le gouvernement veut les faire sortir d'une prise en charge publique pour les mettre dans le secteur privé qui est déjà très développé dans ce secteur.

La santé pour tous est-elle compatible avec le libéralisme ? Quand la bourse se casse la gueule, parler de privatiser peut paraître un peu délirant ...

Non. Nous revendiquons l'accès aux soins gratuits pour tous et partout.

C'est sûr qu'il y a une vraie crise internationale, elle est due à la spéculation à outrance, elle est due au fait que ceux qui gardent l'argent ne le réinvestissent pas dans l'économie, elle est due à la spéculation sur la misère. C'est un système où tout est marchandise. Et on voit que ça se casse la gueule.

La crise a aussi bon dos, le gouvernement nous bassine tous les matins avec la crise, nous répète dans les médias « soyez raisonnables ». Ça veut dire qu'on ne pourrait plus avoir de revendications un petit peu inventives, qui ne se contentent pas d'accompagner le

capitalisme. La crise est une simple justification.

Contre la privatisation de l'hôpital public, de la sécurité sociale, quels types de mobilisations lancer parmi les personnels, les usagers ?

Nous avons besoin de lancer une dynamique que nous ne pouvons pas faire seuls les salariés ou seuls les patients, ou la population, plutôt un rassemblement des deux. C'est aussi un rassemblement des luttes de proximité, arriver à les faire converger dans une grande action au moment du vote de la loi « hôpital, patients, santé, territoires », le 24 octobre, et au moment du vote de la loi sur le financement de la sécurité sociale, courant novembre, qui ne font que traduire cette politique.

Avec les collectifs de salariés et d'usagers, nous faisons des réunions d'information. Nous avons prévu de faire 100 réunions publiques au mois d'octobre.

Opération campus : on connaît les perdants

Articles d'Otman Fekar

Kèzaco?

Au plus fort du mouvement contre la LRU, Nicolas Sarkozy a annoncé le 29 novembre 2007 la cession de 3% du capital d'EDF afin de « doter nos universités des plus beaux campus ». Un beau cadeau empoisonné, à la fois pour les étudiants et les usagers et salariés d'EDF.

A quoi sert le plan campus? Il permet de doter financièrement les universités et/ou les PRES (structure qui répond au mieux à un regroupement d'université, avec à terme une fusion) ayant un projet répondant au desiderata du ministère. Cette opération campus n'a pour but que de créer quelques universités capables d'être bien placées au classement de Shanghai, ou autre. Avec cette nouvelle donne, le ministère s'attaque de façon insidieuse, mais très efficace, à la carte universitaire. Celle-ci se retrouve complètement remise en cause, et face aux mastodontes qui sont en train de se monter au travers des PRES, difficile de prévoir un avenir pour les petites structures. Marche ou crève.

Les conséquences :

Ce plan accélère le processus de fusion des universités. A Strasbourg, elle sera effective dès le 1er janvier 2009. Les 3 universités ne feront plus qu'une. On peut prévoir assez facilement ce qu'il adviendra des UFR qui sont en doublons, du personnel, des étudiants, entre autres.

Car comme dans une entreprise, qui dit fusion, dit suppression de poste. On va prendre pour exemple un UFR qui serait

présent dans deux universités. Du personnel "en trop", en bonne logique comptable. Que faire? Vu que les universités ont la possibilité de gérer leur budget elles mêmes (cf : LRU), deux possibilités sont offertes : soit supprimer un des deux UFR (LRU, article 14), soit les fusionner et supprimer le personnel dans les deux. Avec, à terme, une volonté de contenir le nombre d'étudiants (pas assez de personnel, vous comprenez...).

Autre conséquence, celle de la disparité régionale : il restera dans la région deux universités : celle de Strasbourg, et celle de Mulhouse. Le pot de fer contre le pot de terre.

La première vague :

Elle a eu lieu le 29 mai 2008. Six projets ont été retenus par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les heureux lauréats sont les universités de Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Montpellier, Lyon et Grenoble. Elles rassemblent dix-neuf universités et 340.000 étudiants. Cependant, il faut noter que ce ne sont pas les 19 universités qui en bénéficieront, mais quelques sites sur quelques unes d'entre elles. Qui sont au nombre de 8...

La seconde vague :

La sélection des quatre ultimes projets a eu lieu le 4 juillet dernier. Sans surprise, on y retrouve la région "laissée pour compte" lors de la première vague : l'Île de France. Elle remporte trois des quatre projets. Les nominés sont : le Campus Condorcet Paris-Aubervilliers, regroupant les universités Paris 1-Panthéon Sorbonne, Paris 8-Saint Denis, Paris 13-Nord, l'EHESS, entre autre; le projet de Saclay ; et un "cruel" choix devra être fait d'ici la fin de l'année entre le projet Paris Centre (regroupant Paris 5 et Paris 7) et le projet Paris Campus Quartier Latin qui est celui du PRES Paris Universitas (pas assez d'argent pour tout le monde). Le dernier projet ayant accès aux subsides de cette opération est le PRES Aix-Marseille Université.

Sans surprise, on voit que sur les 9 projets sélectionnés, on compte cinq PRES et deux fusions d'universités. Le cahier des charges est respecté. L'Île de

France s'en sort bien, le nord et l'ouest (à l'exception de Bordeaux) de la France sont laissés sur le coté, et à part Grenoble, les six autres villes choisies sont simplement les dix plus grandes agglomérations françaises en termes d'habitants. Dernière nouvelle en date : l'université de Metz devrait faire partie des vainqueurs suite à la réforme de la carte militaire, mais avec quel moyen?

Enfin, le CNESER a émit des réserves sur cette opération. Le conseil estime que « La mise en œuvre du plan campus est porteuse d'inégalités accrues entre les établissements et à l'intérieur de ceux-ci »

Sur les 2,3 millions d'étudiants inscrits cette année, seul 650 000 (au maximum) bénéficieront du plan. Soit moins d'un étudiant sur trois. Un pas de plus vers l'égalité des chances et la fin de la disparité territoriales.

L'heure des CROUS a sonné

Le 8 septembre dernier, a été révélé le contenu du rapport Lambert. La mission qui lui a été confiée était celle de « dépoussiérer » les CROUS et les mettre au goût du jour. C'est-à-dire à la sauce LRU.

Renommés Agences pour la Vie Étudiante (AVE), elles auront pour principe de ne plus fonctionner par académie mais par établissement et/ou PRES. En plus de créer une forte disparité nationale, cela entraînera une mise en concurrence des futurs AVE au niveau local, tout cela au détriment des étudiants et des salariés des CROUS. Bien entendu, un fort recours aux emplois contractuels (donc précaires) est envisagé, au frais des AVE locales. Conséquences? Un risque pour les étudiants de voir les tarifs des services proposés (Resto U, logement, etc...) augmenter. En ces temps de pouvoir d'achat en berne, on n'a pas besoin de ça.



Crise : un monde au bord du gouffre

Un article de Benjamin Lormet

« Le monde au bord du gouffre » : ces mots du Premier Ministre, François Fillon, montrent le profond décalage entre le réveil tardif des libéraux face à la crise et leurs déclarations, il y a seulement quelques semaines, selon lesquelles la France ne serait pas touchée par la récession.

L'Élysée et le Premier Ministre se sont aperçus ces derniers jours qu'il serait difficile de faire accepter aux Français un plan de rachat des dettes bancaires, comme aux Etats-Unis. Sarkozy a beau multiplier les déclarations pour fustiger « les responsables », personne n'est dupe, et les oppositions se multiplient.

Nous assistons à un retour du keynésianisme, défendu aujourd'hui indifféremment par l'administration américaine, la BCE, les États européens et tous les partis politiques de droite comme de gauche en France. Les grands défenseurs de la liberté d'entreprendre insistent désormais sur la nécessité de réguler le capitalisme. Ségolène Royal propose la tenue d'un nouveau Bretton Woods, François Hollande propose à Sarkozy de prendre exemple sur Bush.

Alors que chaque ménage craint pour son épargne, son pouvoir d'achat et son emploi, le MEDEF et Nicolas Sarkozy se préparent à faire intervenir l'Etat pour enrayer la crise, ce qui signifie d'abord éponger les dettes, et s'en prendre aux salaires, aux services publics, et à ce qui restait d'acquis sociaux en France.

Comprendre les mécanismes de la crise

est crucial pour fournir des réponses à tous ceux qui souhaitent bâtir un monde sans crises et sans pauvreté. Les pansements sur la gangrène du système ne résoudront rien. Il s'agit d'en finir avec le capitalisme.

État des lieux

La crise des subprimes de l'été 2007 a été le résultat de la surproduction immobilière. Les prix de l'immobilier s'effondrèrent brutalement, ruinant des milliers de foyers incapables de rembourser leurs hypothèques. L'éclatement de la bulle spéculative des subprimes laisse les économistes libéraux sans réponse.

Les pertes sur les marchés en janvier 2008 ont atteint 5.200 milliards de dollars¹. Comme toujours, pour répondre au problème, les néolibéraux préconisent d'attaquer les travailleurs pour leur

faire payer la crise.

Une grosse entreprise, ou une grande banque, qui n'arriverait plus à vendre ses produits financiers à cause de la crise se retrouve à la fois dans l'incapacité de fournir de l'argent à ses clients (sous formes de prêts, de billets) et est obligée de faire pression sur ces clients pour qu'ils remboursent ce qu'il lui doit. Si une banque fait faillite, tous les comptes des clients (entreprises et salariés) sont vidés. La banque en faillite est forcée de revendre ses actions à très bas prix sur les marchés financiers. Le système s'effondre comme un château de cartes si l'État n'intervient pas rapidement pour renflouer les caisses des banques.

C'est ce qui s'est passé au cours des derniers mois, avec aux Etats-Unis le rachat de la Bear Stearns, soutenu par la FED. En Europe, les scandales financiers, la chute des cours boursiers et les faillites de banques se multiplient, conséquences directes de la crise américaine des subprimes. La banque britannique Northern Rock enregistre 140 milliards d'euros de dette nette suite à la crise des subprimes. Les banques allemandes IKB et Sachsen LB ont frôlé la faillite cet été.

Les économistes keynésiens disent qu'il s'agit de mieux encadrer la finance et le commerce pour empêcher le capitalisme de sombrer. « La libéralisation financière a montré d'une crise à l'autre son incapacité à s'autoréguler », « il va bien falloir revenir sur le postulat du retrait des États, de la régulation minimale et de la croyance dans la discipline de marché (...) Une entreprise qui ne vend plus ne peut plus acheter, ni moyen de production, ni force de travail. Les salariés mis au chômage cessent eux-même de pouvoir acheter. Ainsi, tout désajustement entre production et circulation marchande peut déboucher, en spirale dépressive, vers une crise générale. »

La baisse tendancielle du taux de profit

En réalité, l'explication conjoncturelle de la crise est largement insuffisante pour expliquer pourquoi l'économie ralentit. La population mondiale ne cesse de croître, les entreprises engrangent des profits toujours plus fort d'année en année (99,1 milliards d'euros pour le CAC 40 en 2007, contre 96,2 milliards en 2006).

Pour se développer, le système réclame toujours davantage de travail humain alors qu'en contrepartie les fruits de la



production deviennent de plus en plus inaccessibles aux travailleurs. Alors que pendant des milliers d'années, les sociétés humaines ont cherché des solutions à l'insuffisance de la production qui engendrait famines et disettes, l'économie capitaliste souffre elle de la surproduction. Le capitalisme apporte la misère au milieu de l'abondance, et ses crises menacent de déboucher sur la guerre.

Mais le capitalisme repose sur une contradiction : afin d'être plus concurrentiels, les capitalistes doivent investir toujours d'avantage dans de nouvelles machines, plus productives, plus économes en main d'œuvre. L'investissement en moyens de production augmente plus rapidement que l'investissement en main-d'œuvre. Comme dirait Marx, « le capital constant » augmente plus rapidement que « le capital variable ». La croissance de cette proportion, qu'il appelle la « composition organique de capital », est une conséquence logique de l'accumulation du capital.



La seule source de création de valeur pour le système dans son ensemble est le travail. Si l'investissement croît plus rapidement que la main-d'œuvre, il augmente aussi plus rapidement que la valeur créée par les travailleurs, à l'origine des bénéfices. L'investissement en capital grandit plus rapidement que la source de profit. En conséquence, il y a une pression à la baisse du ratio des bénéfices sur l'investissement - « le taux de profit ».

« Il y a un accord général pour dire que les taux de profit ont chuté de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1980. Les taux de profit se sont partiellement rétablis après le début des années 1980, mais avec des interruptions à la fin des années 1980 et la fin des années 1990. La chute allant du milieu des années 1970 au début des années 1980

n'était pas le résultat des augmentations de salaire, puisque c'était une période au cours de laquelle les salaires réels américains ont commencé un déclin qui n'a été que partiellement inversé à la fin des années 1990. Les investissements « intensifs en capital » par des capitalistes visant à augmenter leur compétitivité individuelle et leur rentabilité ont eu pour effet de causer la baisse de la rentabilité dans l'ensemble de l'économie. »

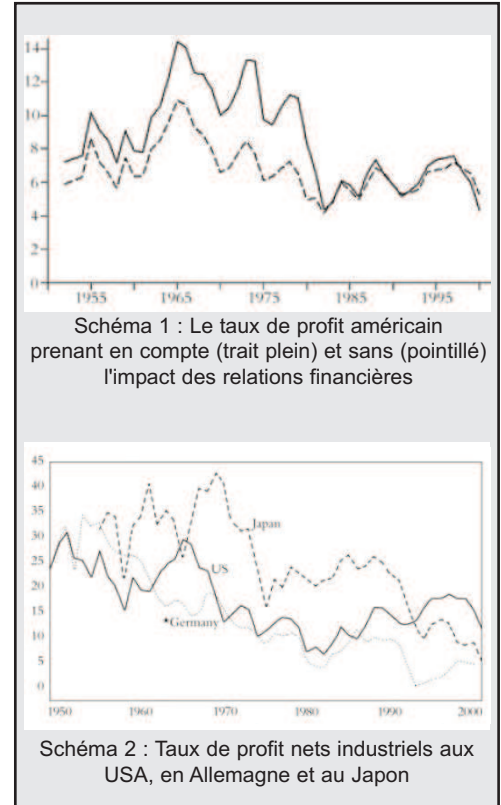
La crise démontre la nécessité d'une révolution socialiste

La crise actuelle montre l'une des caractéristiques essentielles du capitalisme : le système est cannibale. Les entreprises qui survivent à un krach rachètent leurs concurrents à très bas prix. Ce fut le cas, lorsque le 16 mars dernier, JP Morgan Chase Bank racheta la Bear Stearns pour 2\$ l'action alors qu'elle valait 130\$ en octobre 2007 et plus de 60\$ le 12 mars ! Le 24 mars, grâce une aide de la FED, JP Morgan proposa une nouvelle offre à 10 \$ l'action. Cette tendance à la concentration des capitaux en temps de crise est une donnée centrale du capitalisme.

« Le capitalisme, ainsi que nous l'avons vu, creuse lui-même sa propre tombe, parce qu'il engendre ses propres fossoyeurs : les prolétaires; plus il se développe, plus il multiplie le nombre de ses ennemis mortels, et plus il les réunit contre lui-même. Mais il prépare également le terrain pour une nouvelle organisation économique, fraternelle et communiste. »

« Au fur et à mesure du développement capitaliste, petite et moyenne production sont anéanties; les industriels et les commerçants, petits et moyens, sont ruinés, sans parler des artisans : tous sont dévorés par le gros capital.[...] Cette concentration du capital, autrefois dispersé, s'appelle la centralisation du capital. »

« Le capitaliste transforme alors la production, l'élargit et agrandit les fabriques elles-mêmes. Il n'y a plus seulement accroissement du capital, mais aussi de la production elle-même. La production devient énorme, emploie quantité de machines, réunit des milliers d'ouvriers. Il arrive qu'une douzaine de très grandes fabriques satisfasse aux besoins de tout un pays. Dans ce cas, les ouvriers produisent pour toute la société, le travail, comme on dit, est socialisé. Mais la direction et le profit appartiennent au



capitaliste.

« Cette centralisation et cette concentration de la production rendent également possible une production véritablement fraternelle, mais seulement après la Révolution prolétarienne. En effet, si cette concentration de la production n'existait pas et si le prolétariat prenait le pouvoir alors que la production est dispersée entre des centaines de milliers de tout petits ateliers où ne travaillent que deux ou trois ouvriers, il serait impossible d'organiser ces ateliers sur une base sociale. Plus le capitalisme est développé, plus la production est centralisée, et plus il est facile au prolétariat, après sa victoire, de diriger la production.

Donc, non seulement le capitalisme engendre ses ennemis et mène à la Révolution communiste, mais encore il crée la base économique pour la réalisation du régime communiste. »²

Deux options s'offrent à la classe ouvrière en temps de crise : l'abandon et le désespoir, face au chômage et à la misère ou la lutte la plus opiniâtre et la plus déterminée contre les capitalistes pour la victoire de la classe ouvrière. Les capitalistes ne se laisseront pas taxer, ou arracher leur fortune sans s'organiser et nous envoyer leur police ou les militaires. Seul une révolution socialiste peut sauver l'humanité de la barbarie guerrière que va entraîner la crise.

1. Standard and Poor's,
2. Boukharine et Preobrajensky, l'ABC du Communisme



Dossier

Un système

EN GUERRE

Au nom de leurs intérêts, les puissances envahissent et occupent des régions entières, nomment des gouvernements fantômes au nom de la démocratie. Le droit des peuples à disposer d'eux-même est bafoué, les résistants sont qualifiés de « terroristes » par ceux-là même qui n'hésitent pas à bombarder les villages afghans, à affamer Gaza.

Troupes françaises, Hors d'Afghanistan !

Un article de Catherine Curran*

* Catherine Curran est maître de conférence à l'université de Rouen, spécialiste en Civilisation britannique.

La mort de dix soldats français lors d'une embuscade près de Kaboul a ravivé le débat sur la décision par Nicolas Sarkozy d'envoyer 700 soldats supplémentaires en Afghanistan, à l'opposé de sa promesse de campagne de mettre fin à l'occupation française en Afghanistan. Le 23 août 2008, alors que depuis le début de la guerre, 943 soldats de l'Otan sont déjà morts, le président a clairement signalé

qu'il ne reviendrait pas sur sa décision, déclarant : « nous n'avons pas le droit de perdre là-bas ».

Une guerre contre le terrorisme ?

Le prétexte initial pour l'invasion de l'Afghanistan en 2001, comme pour celle de l'Irak en 2003, a été la lutte contre Al-Qaida. Les attentats de Madrid le 11 mars 2004 et de Londres le 7 juillet 2005 démontrent pourtant que la guerre en Afghanistan et en Irak n'a pas rendu le monde plus sûr, au contraire.

« Les troupes occidentales ont aidé Al-

Qaida à se renforcer le long de la frontière afghano-pakistanaise et ces troupes offrent un objectif pour les groupes terroristes. La présence des forces étrangères apporte de l'eau à leur moulin, Al-Qaida et Ben Laden ont été très habiles à exploiter la peur des forces étrangères qui amène les chefs tribaux à mettre de côté leurs divisions pour s'unir. »¹

Une guerre pour les droits des femmes afghanes ?

L'occupation est sensée amener des droits nouveaux pour les femmes. Le gou-

vernement de Karzaï, soutenu par l'OTAN, a instauré la charia et garde en prison des femmes « coupables » d'avoir été violées. Le niveau de la violence contre les femmes en Afghanistan est le plus élevé du monde ; 57% des filles sont mariées avant l'âge légal.² Les deux seules femmes élues au parlement Afghan en ont été exclues sur demande des seigneurs de guerre proche de Karzaï et doivent vivre sous la menace des « libérateurs » que sont les moudjahidin.

Une guerre pour la démocratie ?

Le gouvernement insiste qu'il s'agit d'instaurer la démocratie en Afghanistan, alors que l'envoi des troupes et leur maintien n'a jamais été approuvé par les Français, forçant Sarkozy à promettre de retirer les soldats français pour se faire élire, promesse qui a été immédiatement bafouée. Surtout, le gouvernement afghan est totalement illégitime, Karzaï, ancien responsable du groupe pétrolier Unocal, a été nommé directement par le commandement américain.

Une guerre pour la reconstruction de l'Afghanistan ?

La coalition se vante d'avoir massivement reconstruit l'Afghanistan. La réalité est tout autre : selon l'OMS, le taux de mortalité des enfants avant cinq ans est resté stationnaire entre 2000 et 2005 ; dans la province d'Helmand, le nombre d'écoliers est passé de 111 000 en février 2007 à 54 000 en mai 2008³. En fait, la guerre, la reprise de la production d'héroïne bannie sous les talibans, font que l'Afghanistan reste un des pays les plus pauvres et les moins sûrs au monde.

« La Haut-commissaire de l'ONU aux droits humains a, selon l'AFP (16 septembre) , condamné les pertes humaines parmi les civils en Afghanistan, alors que le mois d'août a été le plus meurtrier depuis la chute des Talibans à la fin 2001. Trois cent trente civils ont été tués le mois dernier en Afghanistan, dont plus de 90 dans une attaque aérienne par la force internationale à Shindand (ouest), a déploré Mme Navi Pillay dans un communiqué. "C'est le plus grand nombre de civils tués en un seul mois depuis la fin des plus fortes hostilités et la chute des talibans à la fin de 2001", a souligné la Haut commissaire. Au total, 1 445 civils ont été tués depuis le début de l'année, soit 39% de plus que durant les huit premiers mois de 2007, selon les statistiques de l'équipe chargée du suivi des droits de l'homme auprès de la mission de l'ONU en Afghanistan.

Les vrais enjeux de l'occupation de l'Afghanistan :

Les vrais enjeux de cette guerre sont clairs : le régime de Karzai vient de

signer un accord pour l'acheminement de gaz et de pétrole en provenance de la mer Caspienne, jusqu'au Pakistan et en Inde. Les USA ont rompu avec les talibans quand ceux-ci ont signé un accord pour un pipeline avec une compagnie argentine. C'est une sale guerre pour le gaz et le pétrole qui n'a rien à voir avec la liberté, la démocratie ou les droits des femmes.

Les résistants sont-ils des terroristes ?

Les Afghans qui combattent les forces d'occupation sont présentés comme des jihadistes affiliés à Al Qaïda. La réalité est encore plus complexe : « Des combattants extrêmement jeunes qui sont avant tout nationalistes. Leur discours est basique mais efficace : des troupes non-musulmanes, "infidèles", ont envahi mon pays. C'est mon devoir de les combattre. Point. »

« Qualifier de "terroristes" tous les combattants anti-occidentaux en Afghanistan est un amalgame erroné qui condamne à ne pas comprendre les menaces et les enjeux, préviennent ces experts français de la région.

La plupart de ceux qui mènent des attaques contre les forces américaines, canadiennes ou européennes sont soit des nationalistes pashtouns, soit des extrémistes religieux, soit des guerriers tribaux, souvent un mélange des trois, qui luttent contre ce qu'ils considèrent être des armées d'occupation. Et s'ils peuvent côtoyer par endroits et par moments, surtout dans l'Est du pays, des groupes proches ou affiliés à Al Qaïda, ils ne s'inscrivent pas dans la mouvance du "jihad global", assurent-ils. »⁴

Qui sont les talibans ?

La fin du régime des talibans a été incontestablement positive, même si la population les avait bien accueillis à leur arrivée au pouvoir : ils avaient mis un terme à l'anarchie et à l'insécurité provoquée par les combats entre les différentes organisations de moudjahidin.

Ils étaient étudiants en religion – 'talib' - et des vétérans des guerres contre l'URSS et les communistes afghans. A l'époque, les



USA les qualifiaient de combattants pour la liberté. En 1996, les talibans ont pris le contrôle de Kaboul, expulsant les seigneurs de guerre qui iront constituer l'Alliance du Nord. Les talibans ont imposé un régime répressif basé sur leur interprétation de la loi islamique.

A l'époque, ils avaient le soutien du Pakistan, des USA et des géants pétroliers comme Chevron car ils ont négocié des accords sur les pipelines de gaz et de pétrole. Quatre mois avant le 11 septembre, les talibans ont reçu pour 40 millions de dollars.

L'occupation est une impasse

Les forces de l'Otan ne peuvent pas gagner en Afghanistan. En 2008, les Américains ont perdu 194 hommes en Afghanistan : c'est plus qu'en Irak. Selon l'Onu, 698 civils afghans avaient été tués au 31 juillet 2008 (contre 430 au premier semestre 2007).

En Afghanistan, en Irak et en Somalie, « la résistance provient d'un sentiment de frustration »⁵. Tant que la pauvreté, l'inégalité et la corruption continueront, la résistance aux forces de l'OTAN continuera. Les sénateurs McCain et Obama affirment pourtant vouloir envoyer plus de militaires. Et notre président est là pour les soutenir.

L'Otan se trouve maintenant dans un bourbier. La guerre s'étend maintenant dans les régions frontalières du Pakistan, déjà confronté à la hausse des prix alimentaires et à la montée des luttes sociales. 52% des Pakistanais considèrent que les Etats-Unis sont les principaux responsables de la violence dans leur pays (contre 15% qui considèrent que ce sont les groupes islamistes radicaux). 50% pensent qu'il faut négocier avec Al-Qaïda.⁶



1. Richard Barrett, chef du bureau des Nations unies de surveillance d'Al-Qaïda

2. Ministère des affaires féminines, « Women in Afghanistan : Deprived of basic necessities »

3. Institute for war and peace reporting « School Attendance Plummet in Helmand »

4. Mariam Abou Zahab, (CERI-Sciences Po) et Bernard Dupaigne (professeur au musée de l'Homme), Agence France Presse, le 5 septembre 2008.

5. Senlis, groupe de recherche britannique.

6. The New America Foundation, sondage réalisé en juin 2008

Construire le mouvement contre la guerre en Afghanistan

Un article de Laurent Bauer

La guerre en Afghanistan est revenue sur le devant de la scène avec la mort de dix soldats français. Bien que cette guerre dure depuis 2001, elle a largement été occultée par la guerre de Bush en Irak.

Un mouvement faible et divisé

Le mouvement contre la guerre en Afghanistan a un grand potentiel : « 65% des Français estiment que les Etats-Unis et leur alliés ont tort de faire la guerre en Afghanistan¹ » et « 56% sont pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan ». Mais les débuts du mouvement, huit ans après l'invasion, sont assez chaotiques. EuroPalestine a organisé une première manifestation le 3 septembre qui n'a regroupé que quelques centaines de participants.

Le collectif OTAN-Afghanistan a des revendications floues : « oui à la paix, la démocratie et la reconstruction » qui signifient au final que la France ne peut restaurer « la démocratie » que par l'occupation. « Oui à la paix », en écho au fameux « paix en Algérie », signifie un soutien à l'occupation de l'Afghanistan, dans le cadre d'une opération de « maintien de la paix ». Le PCF est englué dans ses propres contradictions, issues de sa participation au gouvernement qui avait déclenché l'invasion de l'Afghanistan.

Le Parti Socialiste, à l'origine de la participation à cette guerre sous le gouvernement Jospin, s'oppose à l'idée du retrait des troupes, arguant que la France doit établir la démocratie en Afghanistan. La France aurait donc une mission civilisatrice d'éducation du peuple afghan, ce qui rappelle les discours légitimant la colonisation.

L'indépendance et la démocratie de l'Afghanistan ne pourront venir que des Afghans eux-mêmes. Ce ne sont pas les forces de l'OTAN, qui ont acheté les seigneurs de guerre et qui ont assassiné plus de 30000 civils, qui le feront et ce n'est pas leur objectif. L'objectif de l'OTAN est le

contrôle d'une zone stratégique, aux frontières de la Russie, du Pakistan, de la Chine et de l'Iran, afin de préparer les guerres à venir. Les militants anti-guerre conséquents doivent organiser des actions unitaires sur le mot d'ordre de retrait des troupes.

« On ne fait pas grève en temps de guerre »

Depuis la mort des dix soldats français, le gouvernement multiplie les appels à « l'unité nationale », au soutien à « nos » soldats. L'association EuroPalestine, qui s'était félicitée de l'action des insurgés, est sous le coup d'une plainte d'une association de militaires visant à l'interdire. Le magazine VSD qui avait osé publier des photos et une interview d'insurgés a essuyé le feu des critiques.

Il devient illégal de soutenir la résistance et nous sommes sommés de soutenir inconditionnellement notre impérialisme.

Blondel de FO déclarait à propos du mondial de foot 98 : « On ne fait pas grève en temps de guerre ». Si nous laissons interdire ceux qui soutiennent les résistances aux occupations militaires, en Afghanistan, en Palestine, c'est l'ensemble des droits des travailleurs qui seront sacrifiés à « l'unité nationale ». Ne pas prendre position pour le droit à combattre notre impérialisme, c'est à terme laisser s'instaurer la fin de nos droits syndicaux, associatifs, ...

Nous avons combattu le fichier EDVIGE, mais personne n'a contesté la légitimité du fichier CRISTINA (Centralisation du renseignement intérieur pour la sécurité du territoire et les intérêts nationaux) qui recense les opposants à la politique militariste de Sarkozy.

Il n'y a pas de mouvement contre le capitalisme sans lutte contre la guerre

Si nous acceptons l'idée que nous avons des intérêts communs avec

nos patrons en tant que « Français », « occidentaux », nous acceptons qu'un intérêt supérieur, « l'intérêt national », prime sur nos intérêts de travailleurs, d'opprimés. Sans mouvement contre la guerre, aucune remise en cause du capitalisme n'est possible.

Construire un mouvement large contre la guerre

Refuser de construire un mouvement anti-guerre avec ceux qui condamnent la guerre sans limite de Bush et Sarkozy en mettant des conditions (caractérisation de la guerre comme « impérialiste », soutien à la résistance) revient à se cacher derrière des revendications très radicales pour ne pas mobiliser, et au final entretenir un flou encore plus grand.

Nous devons construire un mouvement antiguerre large, en regroupant tous ceux qui s'opposent à la guerre en Afghanistan, aux menaces de bombarder l'Iran.

1. Afghanistan : 68% des français contre l'envoi de nouvelles troupes, Sud-Ouest, 31 mars 2008



Pourquoi s'opposer à l'impérialisme signifie soutenir la résistance ?

Un article de Chris Harman*

Tiré du mensuel Socialist Review, édité en Grande Bretagne par le Socialist Workers Party, cet article a été rédigé, en décembre 2006 pour contribuer à la construction du mouvement contre la guerre en Irak. L'argument développé ici, nous a semblé suffisamment pertinent pour être intégré à notre dossier. La traduction est l'oeuvre de Jean Marie Guerlin. [La rédaction]

L'impérialisme a poussé les choses jusqu'au bout, provoquant une opposition massive à la fois dans le pays occupé et dans le monde, et a vécu la défaite comme un coup porté à sa capacité d'agir globalement à sa guise.

Cela dit, il y a des gens de gauche qui n'aiment pas la comparaison [entre la résistance actuelle en Irak et le mouvement de libération du Vietnam]. La résistance en Irak, disent-ils, est très différente dans son caractère de la résistance au Vietnam, à tel point que nous ne devons pas souhaiter sa victoire. Ils tirent argument de la présence dans la résistance à la fois de djihadistes et de partisans de Saddam Hussein, et des attentats meurtriers perpétrés par des forces se réclamant aussi bien des chi'ites que des sunnites.

La résistance au vietnam

Tout cela semble en effet très différent du Vietnam, où la résistance était dirigée par un parti séculier qui parlait de socialisme et qui avait le projet d'unifier le pays. Mais le soutien à un mouvement de libération ne devrait pas dépendre de qui le dirige à un moment donné.

Un piège dans lequel une grande partie de la gauche est tombée dans les années 60 et 70 consistait à voir en rose les dirigeants de la résistance vietnamienne – comme celle de bien d'autres pays. Ces illusions devraient être dissipées depuis longtemps, ne serait-ce que parce que ceux qui ont pris le pouvoir à l'issue de la lutte de libération accueillent aujourd'hui non seulement Bush le boucher, mais aussi les multinationales exploiteuses dont il est le représentant.

Mais il n'était pas nécessaire, au Vietnam ou ailleurs, d'avoir des illusions sur les dirigeants des mouvements de libération pour les soutenir contre l'impérialisme.

La masse du peuple vietnamien voyait la guerre comme la phase finale d'une lutte de libération qui les avait vus se battre contre les forces d'occupation françaises et japonaises. L'engagement américain était l'élément d'un plan global pour exploiter les peuples du monde entier, et il ne pouvait y

avoir aucun progrès au Vietnam tant qu'il n'était pas vaincu, même si les masses vietnamiennes devaient ensuite se retourner contre leurs propres dirigeants.

groupes de résistance et la présence de ceux dont le fanatisme religieux les pousse à tirer aussi bien sur d'autres Irakiens que sur les forces d'occupation. L'agression américaine en Irak était motivée, de l'aveu même de ceux qui l'ont inspirée, par le désir de promouvoir un « nou-

veau siècle américain », dont les victimes devaient être les habitants des barrios de Caracas aussi bien que les travailleurs des sweatshops philippins, ceux qui subissent les diktats du FMI et ceux qui triment pour des salaires de misère pour payer les dettes de Barclays et de Citibank, ceux qui croupissent dans les prisons d'Arabie saoudite ou qui meurent de faim en Afrique subsaharienne.

Diviser pour régner

En Irak même, l'impérialisme US s'est efforcé de nourrir le sectarisme religieux. Diviser pour régner a toujours été un des outils favoris de l'empire – les dirigeants britanniques poussaient les Hindous contre les Musulmans en Inde, les Cinghalais contre les Tamouls au Sri Lanka, et les Turcs contre les Grecs à Chypre.

Les Etats-Unis ont utilisé les mêmes méthodes face au soulèvement simultané des sunnites à Falloujah et des chi'ites dans le Sud. Ils ont courtisé certains dirigeants chi'ites tout en transformant Falloujah en boucherie. Et ensuite, comme pour encourager les sunnites à écouter les messages sectaires du djihadiste Musab al-Zarqawi, selon lesquels tous les chi'ites étaient des ennemis corrompus, ils ont distribué des postes gouvernementaux aux notables chi'ites les plus véreux.

Il y a en Irak des forces sur le terrain qui résistent au poison distillé par l'occupation. Personne ne peut garantir qu'elles auront finalement gain de cause. Mais la condition pour qu'elles aient une chance, c'est le retrait des [...] troupes d'occupation.



Un dangereux terroriste afghan

Une victoire de la résistance est une victoire pour tous

Une victoire de la résistance est une victoire pour tous

En affaiblissant l'impérialisme US, la lutte vietnamienne donnait un encouragement aux luttes ailleurs – le mouvement des Noirs et des femmes aux USA, les rébellions contre le colonialisme portugais en Afrique et le pouvoir blanc en Rhodésie et en Afrique du Sud, les luttes contre le fascisme qui existait toujours en Espagne et au Portugal, et le mouvement des travailleurs au Chili, en Argentine, en France et en Italie.

La même logique s'applique à l'Irak aujourd'hui, malgré l'attitude envers les femmes de certains

De la même manière, la résistance irakienne aide indirectement ceux qui seraient les prochains sur la liste si les Américains n'étaient pas empêtrés en Irak. Cela inclut des forces comme le Hezbollah au Liban, et aussi ceux qui, au Vénézuéla et en Bolivie, luttent

*Chris Harman, est rédacteur en chef, de International Socialist Journal, il est également professeur à la London School of Economics et membre du SWP.



Le Capitalisme, c'est la guerre

Un article de Benjamin Lormet

Déjà décrite comme « la crise financière la plus grave qu'ait connue le monde depuis celle des années 1930 », la crise de la mondialisation va s'accompagner d'une redistribution des cartes entre puissances. Le XXI^{ème} siècle ne sera pas le nouveau siècle américain. La crise s'accompagne de contestations de la mondialisation capitaliste. A cette contestation sociale de la mondialisation s'ajoute également la levée en armes des nationalismes.

Lors des manifestations contre la guerre en Irak, on pouvait entendre le mot d'ordre « Pas de sang pour du pétrole ! » La guerre est le résultat de la concurrence que se livrent les États pour le contrôle des matières premières et pas une question de lutte pour la démocratie ou pour la liberté, d'une guerre entre le bien et le mal comme peuvent le diffuser Sarkozy, Brown ou Bush.

« La compétition entre firmes et sociétés rivales a toujours comporté l'action de l'État. Elle a nourri la rivalité et la compétition entre États, impliquant fréquemment la menace ou l'usage de la force. Il y a ainsi une tendance inévitable à ce qu'un conflit armé se produise. »¹

Le capital financier

La crise financière aura forcément des répercussions industrielles parce qu'il s'agit des mêmes actionnaires. Les grandes entreprises industrielles possèdent toutes des parts des grandes banques et les grandes banques possèdent des parts des grandes entreprises industrielles. En plus de ses réserves de gaz naturel, et du plus grand réseau de pipelines au monde (150 000 km), Gazprom détient des actions dans les banques, les assurances, les médias, la construction et l'agriculture.

Il y a un siècle déjà, Lénine, écrivait : « La

banque investit une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire - c'est-à-dire ce capital-argent - qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle "capital financier". "Le capital financier est un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels. »

« Les relations étroites entre les banques conduisent naturellement à un rapprochement des consortiums industriels qu'elles patronnent... ». « L'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils d'administration des entreprises industrielles et commerciales, et l'inverse »²

Les banques sont au sommet de la hiérarchie économique. Si les banques sombrent, l'économie industrielle sombre avec elle. C'est pour cela que les États viennent en aide au système bancaire en déroute.

La concentration du capital et les monopoles

La conséquence principale de la crise actuelle et des faillites qu'elle entraîne, c'est la tendance qu'a le capitalisme au cannibalisme. Lors de la faillite de la banque Bearn Stearns, JP Morgan Chase a racheté son concurrent. Nous assistons à une fusion entre le capital public et le capital privé en difficulté : rachat de la Northern Rock par l'État Britannique, rachat de la

banque allemande IKB par le secteur bancaire public allemand.

« la société capitaliste est très mal construite. La propriété privée y règne, sans aucun plan général. Chaque fabricant dirige son entreprise indépendamment des autres. Au contraire, il dispute aux autres l'acheteur : il est en « concurrence » avec eux.

Le nombre des capitalistes diminue sans cesse; les gros mangent les petits [...] Les rivaux, certes, sont moins nombreux, mais chacun d'eux est devenu plus gros et plus puissant. [...] Que, dans chaque pays, il n'y ait plus qu'une poignée de capitalistes, et la lutte entre ces pays capitalistes éclatera. La rivalité a lieu actuellement entre d'énormes associations de capitalistes, entre leurs États. Et ils ne luttent pas seulement à coups de baisse de prix, mais aussi avec la force armée. La concurrence, au fur et à mesure du développement du capitalisme, ne diminue que le nombre des rivaux, mais elle devient toujours plus acharnée et plus destructrice ! »³

Les États au service des monopoles

La concurrence dans le capitalisme amène les multinationales et les banques à contrôler la politique des États dans lesquels ils ont investis. Le plan de sauvetage américain montre combien, loin de l'idéologie néolibérale de « libre concurrence », et de « non-intervention de l'État dans les marchés », les pouvoirs politiques et les chefs des grandes entreprises partagent les même

intérêts.

L'État est le garant de la stabilité du système aussi parce que le domaine politique et les affaires industrielles ne sont pas séparés par un mur infranchissable, au contraire. Tous les membres de l'administration Bush appartiennent



ment à l'industrie militaire (Carlyle, Boeing) ou pétrolier (Unical, Chevron Corporation, ExxonMobil, Halliburton). En Russie, Poutine et Medvedev ont un gouvernement entièrement composé de cadres de Gazprom, ou de militaires. En France, on retrouve dans le gouvernement Fillon des membres des conseils d'administrations des principales entreprises françaises : Xavier Bertrand (Société Générale), Christine Boutin (Crédit Agricole), Christine Lagarde (Baker & Mc Kenzie), Bernard Arnault (LVMH) et Martin Bouygues furent les témoins de mariage de Nicolas Sarkozy...

Comme le disait Lénine, « L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement. ».

La Mondialisation c'est la guerre

La mondialisation est le résultat de la chute de l'URSS. La mondialisation fut le modèle imposé par les États vainqueurs au reste de la planète divisée en zones d'influences et d'investissements privilégiés. Il s'agit d'une rivalité entre blocs, pour assurer le remboursement des dettes (Afrique et Caraïbes), le contrôle des matières premières (Irak, Géorgie, Iran), et la suprématie idéologique (Vénézuéla, Cuba, Corée du Nord).

La phase de conquête des marchés par des moyens pacifiques, par la libre concurrence, est terminée. Pour les superpuissances, il s'agit de renforcer leur leadership face aux puissances montantes comme la Chine, l'Iran, ou la Russie. Il ne s'agit pas d'une lutte pour la conquête du monde, mais d'une lutte

pour permettre aux impérialistes de rester au sommet de la chaîne alimentaire capitaliste. « Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra uniquement être question de nouveaux partages, c'est à dire du passage d'un « possesseur » à un autre, et non de la « prise de possession » de territoires sans maître. »⁴

Alors qu'à la fin de la guerre froide, on nous annonçait « la paix universelle », le désarmement international et la réduction des dépenses militaires, nous assistons aujourd'hui à la multiplication du nombre des conflits et à l'augmentation des budgets militaires : 315 milliards de \$ en 2007 (+45 % depuis 1997, + 9 % par rapport à 2006). Après les USA et le Royaume-Uni, la France tient la troisième place dans le marché planétaire de la mort, suivie de l'Allemagne. Les 8 pays les plus riches (G8) vendent 80 % des armements mondiaux.

Sous le capitalisme, tout se vend et s'achète, même la mort

L'augmentation des budgets militaires a entraîné l'explosion du nombre de conflits dans le monde. L'après guerre froide n'est pas une période de paix entre les nations mais au contraire une période historique marquée par un nombre important de conflits armés.

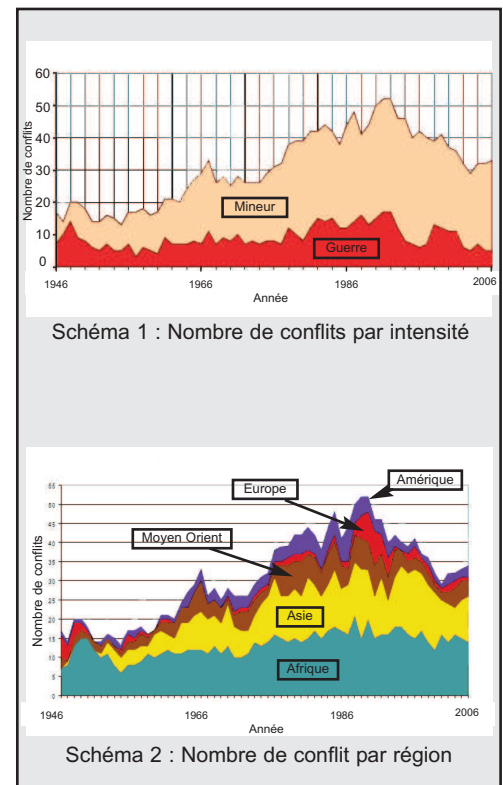
Avec la fin de la guerre froide, les États-Unis se sont attribués la place de gendarme du monde. Mais cela n'a pas permis l'avènement d'un monde sans guerre, au contraire cela a alimenté les tensions entre les ex-superpuissances comme la Russie et attisé les convoitises des puissances montantes comme la Chine. La concurrence que se livrent les superpuissance Europe-USA et Chine-Russie pour le contrôle des matières premières et des marchés des États s'accompagnent d'une multiplication des conflits dans le monde (Darfour (Chine-USA/Europe), Tibet (Chine-USA), Liban (USA-Iran), Géorgie (USA-Russie), Kosovo (USA-Russie)).

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis et leurs alliés ont multiplié les agressions directes contre d'autres États, comme en Irak, en Afghanistan et ont fomenté des guerres civiles dans de nombreux États aux quatre coins du globe (Indonésie, Liban, Palestine, Géorgie, Mauritanie, Chine, Pakistan) pour s'assurer le contrôle des élites locales.

L'anticapitalisme est anti-impérialiste

La mondialisation n'a pas généré un monde plus sûr, au contraire. La crise du capitalisme entraîne s'accompagne du risque d'une guerre mondialisée.

« Cette notion élémentaire comporte cer-



taines conséquences d'ordre politique. Elle immunise ceux contre la vision naïve selon laquelle le simple déploiement de bonne volonté et de raison, par l'intermédiaire de dirigeants éclairés ou d'institutions multilatérales, est suffisant pour en finir avec les conflits armés. Les problèmes systémiques requièrent des solutions systémiques. Cette vision détourne ceux qui recherchent les causes de la guerre dans des facteurs simplement idéologiques, pour les amener à se pencher sur les aspects structurels du système qui sous-tendent la multiplication des conflits militaires. »⁵

L'impérialisme n'est pas le résultat de politiques irrationnelles menées par des dirigeants politiques belliqueux, mais bien la conséquence directe de la lutte acharnée que se livrent les capitalistes nationaux pour le contrôle de la planète.

Alors que la guerre va devenir le moyen naturel pour les superpuissances capitalistes de rester au sommet du monde, la lutte pour un autre monde ne pourra se faire sans résister à la barbarie et à la guerre. La seule lutte contre les attaques du patronat et des gouvernements, sans résistance à la guerre, finira dans l'impasse de l'alliance nationale pour enrichir le pays afin de pouvoir redistribuer le butin. Il n'est pas d'anticapitalisme conséquent qui ne s'oppose à la guerre.



1. John Rees, Impérialisme et Résistance
2. Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme
3. Boukharine et Preobrajensky, l'ABC du Communisme
4. Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme
5. John Rees, Impérialisme et Résistance



La dynamique de l'impérialisme russe

Un article de Laurent Bauer

En août 2008, la Russie a infligé une défaite militaire à la Géorgie, allié stratégique de Washington, après que celle-ci ait tenté d'envahir les républiques séparatistes d'Ossétie du sud et d'Abkhazie ayant proclamé leur indépendance en 1992-93. Mikhaïl Saakachvili avait prévu cette offensive militaire depuis plusieurs années afin de restaurer sa popularité déclinante. En appuyant la Géorgie, notamment avec la présence d'officiers militaires américains ayant réglé les lances-missiles géorgiens¹, les Etats-Unis ont ravivé les antagonismes avec la Fédération de Russie.

Décomposition soviétique et nationalisme

La chute de l'URSS, due à la crise d'une économie reposant sur l'armement, a été marquée par une explosion des nationalismes aboutissant à l'indépendance des républiques la composant. Ces velléités nationalistes résultaient de la conjugaison du rejet de la domination russe mais aussi du dépeçage de l'ancien empire par les anciens apparatchiks du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS). La classe dirigeante soviétique s'est ainsi répartie l'URSS en pillant l'ensemble des entreprises et des richesses pour son profit personnel, marquant le passage d'un capitalisme bureaucratique d'Etat à un capitalisme ultralibéral.

Le début des années 90 a connu plusieurs conflits armés impliquant la Russie comme dans les républiques séparatistes de Transnistrie en Moldavie ainsi que d'Abkhazie et d'Ossétie du sud en Géorgie. En s'appuyant sur des minorités pro-russes, Moscou a souhaité conserver sa sphère d'influence institutionnalisée

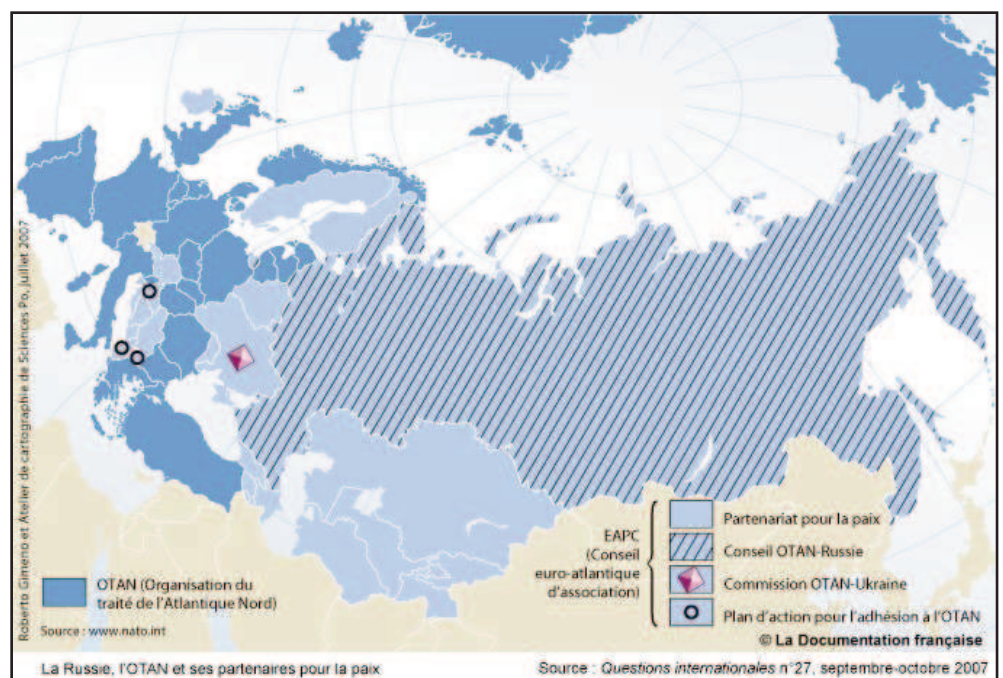
dans le cadre de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). La Tchétchénie séparatiste a été perçue comme une menace à la fragile unité de la Fédération de Russie, de peur qu'elle n'entraîne d'autres républiques comme le Tatarstan à faire de même. Les nationalismes auxquels se sont rajoutés ces conflits ont entraîné des politiques de nettoyages ethniques (déplacements forcés de populations) dans les divers camps en présence.

La Russie s'est beaucoup tournée vers la gloire passée, la chute de l'URSS étant perçue comme une humiliation similaire au traité de Versailles pour l'Allemagne en 1918. Moscou tente actuellement une synthèse idéologique entre le nationalisme soviétique et l'empire tsariste. Il

n'est pas rare de voir en Russie un drapeau soviétique accolé à celui de l'empire tsariste. Dans les programmes scolaires d'Histoire, Staline est présenté comme un habile gestionnaire et un patriote.

L'expansion de l'OTAN, la Russie encerclée

Le 3 octobre 1990, l'Allemagne réunifiée est intégrée à l'OTAN avec la promesse faite aux Russes que l'OTAN ne s'étendra plus vers l'est. Cependant cette promesse est vite oubliée et en 1999, la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque sont intégrées, suivie en 2004 des pays Baltes, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie. Lors de la guerre du Kosovo de 1999, l'OTAN a écrasé la Serbie, alors



proche de Moscou et qui lui offrait une ouverture sur la Méditerranée. L'indépendance du Monténégro et plus encore du Kosovo démembrement totalement le seul Etat lié à la Russie dans les Balkans. Les propositions récentes d'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie ainsi que l'installation du bouclier antimissile américain sont une menace directe au redéploiement de la puissance russe.

La puissance énergétique, le retour de la Russie

La firme Gazprom, issue de l'ancien ministère soviétique du gaz, constitue un véritable Etat dans l'Etat en Russie. Dimitri Medvedev, président de la Fédération de Russie, se trouve être le président de Gazprom. Il s'agit du plus grand exportateur mondial de gaz et la troisième société mondiale en terme de capitalisation boursière. La crise énergétique mondiale profite à la Russie qui accroît ainsi ses rentrées financières depuis les années 2000 ainsi que sa position géostratégique. Le niveau de vie commence même à remonter après les difficultés des années 90.

Afin de limiter ce développement, les Etats-Unis et les occidentaux ont cherché à contourner la Russie et ses alliés. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) inauguré en 2005 en est le parfait exemple. Contrôlé à 30,1% par BP (Royaume-Uni), 25% par la State Oil Company of Azerbaijan, 13,76% par les firmes américaines Unocal, ConocoPhillips et Amerada Hess, le BTC relie l'Azerbaïdjan depuis Bakou sur la mer Caspienne à la Turquie membre de l'OTAN, en traversant la Géorgie afin d'éviter l'Arménie alliée de la Russie. « La construction du BTC fait partie intégrante de la guerre du pétrole et répond à une solution imaginée par les américains. Cependant ils n'ont fait que déplacer le champ de bataille ou en ajouter un autre à ceux existants »². La guerre d'Ossétie du sud s'inscrit dans ce contexte tout comme la guerre de Tchétchénie qui est traversée par « l'oléoduc Bakou-Novorossisk, remis en fonction dès novembre 1997 après un compromis avec les autorités tchétones »³. La Russie vient de faire la démonstration que la Géorgie n'est pas un lieu sûr pour le transit du pétrole. La reconnaissance des indépendances Abkhazie et Sud-Ossète est la seule façon pour la Russie de conserver son implantation en Géorgie et de maintenir Tbilissi et le BTC à portée de tir. Le flou des frontières de républiques non reconnues laissait plus de marge d'action dans la région au Kremlin qui tient à conserver ses positions.

Une stratégie internationale :

La Russie a participé à la création en 2002 de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) avec



l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. L'Ouzbékistan l'a rejoint en 2006. En mai 2007 le général russe et secrétaire général de l'OTSC Nikolai Boryduzha a suggéré de proposer à l'Iran d'adhérer à cette alliance.

La Russie participe aussi à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) fondée en 2001, qui regroupe tous les membres de l'OTSC hormis la Biélorussie et l'Arménie ainsi que la Chine. L'Iran a « officiellement présenté une demande d'adhésion à l'OCS en qualité de membre permanent »⁴. Les Etats membres organisent tous les ans des exercices militaires communs. Les rapprochements entre la Russie et la Chine ont des enjeux en terme de contrôle de l'Asie centrale pour faire contrepoids aux Etats-Unis dans la région. Certains accords ont été mis sur pied entre Gazprom et Petrochina (première société mondiale en terme de capitalisation boursière) dans ces régions ou en Birmanie.

Vers la mer

Le désenclavement maritime de la Russie constitue un objectif majeur de l'impérialisme russe. Depuis des siècles, le pays pousse pour un accès vers les mers chaudes, Méditerranée et Mer Noire. L'indépendance de l'Abkhazie permettra à Moscou d'y implanter des bases militaires et d'avoir ainsi un accès plus conséquent sur la mer noire. Il est possible aussi que la Russie utilise, les Russes de Crimée pour obtenir la sécession de cette république autonome à majorité russe et administrativement rattachée à l'Ukraine depuis 1954. Afin de renforcer sa présence maritime la Russie s'est aussi rapprochée de la Syrie et projette d'y établir une base navale. La Russie a d'ailleurs procédé en août 2008 à d'importantes ventes d'armes à la Syrie. Cela a eu pour effet d'inquiéter les Etats-Unis et Israël, d'autant plus que Damas a pris officiellement position en faveur de Moscou dans la guerre d'Ossétie du sud.

Quels rapports avec l'OTAN et l'UE ?

La classe dirigeante russe souhaiterait pouvoir rétablir les liens et la coopération avec l'OTAN mais à condition que celle-ci ne s'obstine pas à combattre la Russie. Konstantin Kosačev, cadre dirigeant du parti au pouvoir Russie Unie, le présente ainsi : « Je suis convaincu que nous reprendrons notre coopération, qui est aussi importante pour nous que pour le monde entier [...] mais pas sans tenir compte de ce que l'OTAN est en train de faire. [...] La reprise de la coopération entre l'OTAN et la Russie est d'un grand intérêt sur des thèmes largement connus comme le terrorisme international, la prolifération des armes de destruction massive, l'immigration incontrôlée [...], la stabilisation de la situation en Afghanistan... »⁵.

La bourgeoisie russe est bien consciente des divisions existantes entre Etats et entre capitalistes de l'Union Européenne. L'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, par exemple, est actionnaire de Gazprom et président « du conseil de surveillance du consortium germano-russe mis en place pour la construction d'un gazoduc entre l'Allemagne et la Russie [qui] contournerait la Pologne et les pays Baltes »⁶. Les réactions européennes n'ont pas toutes été de la même teneur face à la Russie, certains ne souhaitant pas trop envenimer les relations commerciales. Cependant la puissance américaine en perte de vitesse tend à aggraver la situation dans sa recherche de domination énergétique notamment en proposant de réarmer la Géorgie.

1. John Rees, Impérialisme et Résistance
2. Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme
3. Boukharine et Preobrajensky, l'ABC du Communisme
4. Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme
5. John Rees, Impérialisme et Résistance

Construisons le NPA !



Appel de la coordination nationale des comités d'initiatives pour un Nouveau Parti Anticapitaliste

Nous sommes des milliers de travailleurs-es, des villes et des campagnes, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens, en train de concrétiser ce projet.

Il regroupe aujourd'hui plus de 300 comités et la dynamique se renforce. Elle est le résultat d'une prise de conscience : on ne peut plus laisser faire un système capitaliste mondialisé qui conduit le monde dans le mur ! Entré dans une crise économique, financière, énergétique, alimentaire dont nul ne peut prédire les conséquences, ce système met plus que jamais la seule recherche du profit au centre de ses décisions au mépris de millions de vies. Les grands équilibres écologiques sont menacés. Parce qu'il est à la source du problème, le capitalisme, comme tous les systèmes productivistes, est incapable d'y apporter une solution. Dans un monde où les inégalités se creusent, les émeutes de la faim se généralisent, conséquence de la politique des grandes puissances impérialistes, des institutions à leur service (FMI, OMC...) et de la spéculation honteuse sur les produits de première nécessité. La guerre « sans limites » décrétée par Bush et ses alliés dont la France, étend ses horreurs à travers le monde.

Ici, Sarkozy et le Medef multiplient les attaques qui traduisent l'arrogance des puissants. Rarement la politique de la droite a été aussi ouvertement agressive envers l'immense majorité de la population. Rarement les possédants, les actionnaires, le patronat se sont montrés aussi avides de profits au mépris du bien-être élémentaire des populations.

Oui, l'exaspération est partout, contre la mise en cause des acquis, des solidarités, des services publics, la difficulté à « joindre les deux bouts », contre la dégradation des conditions de vie et de logement, le racisme et les discriminations, les politiques sécuritaires... Il ne faut pas gaspiller les potentialités de cette exaspération en se prêtant au jeu de dupes du « dialogue social » avec le gouvernement, par la division, les journées de grève saucissonnées, secteur après secteur. Ici et maintenant, nous pouvons réagir ! Un « tous ensemble » déterminé et unitaire, la généralisation des luttes et des grèves, voilà ce qu'il faut pour battre le gouvernement et ses contre-réformes !

Pour peser dans ce sens, il faut regrouper nos forces dans un parti qui ne lâche rien, n'abandonne personne. Il n'est pas possible de rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et ceux qui s'en accommodent. Il n'est pas possible de rassembler dans un même gouvernement ceux qui défendent les droits des travailleurs et ceux qui défendent le pouvoir des actionnaires, ceux qui veulent rompre avec les politiques libérales et ceux qui les mettent en pratique, ceux qui veulent construire une Europe des travailleurs et les plus zélés artisans de l'Europe de la libre concurrence et du profit. C'est pourquoi nous voulons un parti totalement indépendant du Parti socialiste, un parti qui défende jusqu'au bout les intérêts de tous les exploité(e)s.

Nous vous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat, anticapitaliste, internationaliste, antiraciste, écologiste, féministe, révoltée par

toutes les discriminations. Pour changer le monde, il nous faut un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, pour la transformation révolutionnaire de la société. La gauche que nous voulons doit s'organiser à l'échelle internationale et notamment européenne, être présente aux élections sans jamais oublier que ce sont les mobilisations sociales, culturelles et écologistes qui imposeront le changement.

Avec la mémoire des expériences passées, nous allons élaborer ensemble, en prenant le temps du débat, une nouvelle perspective socialiste démocratique pour le 21ème siècle. Nous n'avons pas de modèle, et surtout pas les régimes prétendument « communistes » du siècle dernier, mais nous avons des objectifs. En finir avec la dictature que le capital impose à l'économie et à la société toute entière, pour construire la démocratie la plus large que l'humanité ait jamais connue, où la « main invisible du marché » sera remplacée par des décisions collectives.

Nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir répondre à ce défi. Individus, équipes militantes, courants politiques révolutionnaires, libertaires, communistes, socialistes, écologistes, antilibéraux, continuons à nous rassembler !... Dans son village, son quartier, son entreprise, son lieu d'étude, chacune, chacun peut et doit apporter, à son rythme, sa pierre à la construction de cet outil pluraliste et démocratique. La réussite est à notre portée.

En avant !

St Denis, le dimanche 29 juin 2008.

Pour résister à Sarkozy et au MEDEF et pour construire un autre monde !

Un article d'Adrien Nicolas

Partout dans le monde les capitalistes détruisent les conditions de vie des gens en s'attaquant aux acquis sociaux, aux conditions de travail et envahissent des pays pour en piller les matières premières. Mais cela ne se fait pas dans le silence et la résignation. Les résistances se multiplient à travers la planète. En Amérique du Sud, des mouvements sociaux ont mis en place des régimes opposés à l'impérialisme et aux multinationales ; en Irak, en Afghanistan, en Palestine, au Liban, les armées d'occupation font face à la résistance des peuples ; en France, les grèves et mouvements sociaux se succèdent, contre le CPE et la précarité, contre la privatisation des services publics.

Pas d'alternative politique

Au congrès du parti Socialiste, les candidats font de la surenchère pour savoir qui est le plus libéral et le moins "social". Les seules critiques sérieuses que le PS oppose à la politique de casse sociale du gouvernement « portent sur la forme, sur la méthode ». Le PS participe au consensus libéral.

Le PCF est en train de rentrer dans le giron du social-libéralisme. Malgré les critiques de nombreux militants, la direction du PCF appelle à une alliance de la "gauche de gouvernement" avec un parti socialiste de plus en plus à droite. Le bilan de la gauche plurielle, le bilan de la gauche italienne est pourtant clair : les alliances avec les sociaux-libéraux conduisent à accompagner la casse des acquis sociaux et préparent les défaites de demain.

Face à l'inconsistance de la gauche, Olivier Besancenot est considéré par 49 % des Français comme le meilleur opposant à la politique de Nicolas Sarkozy. Au delà de l'identification au personnage populaire de Besancenot, il s'agit de bâtir un parti de militants capable de construire la résistance au libéralisme et d'offrir un projet crédible de société.

La trahison syndicale

Une organisation anticapitaliste du XXIème siècle doit se construire en alternative au social libéralisme et redonner la parole à celles et ceux qui résistent, et non aux bureaucraties syndicales.

Bien heureuses de la place de négociateurs privilégiés que leur offre Nicolas Sarkozy, les directions syndicales négocient les reculs sociaux, sur



Comité NPA du Havres, manif santé, 30 septembre 2008

les retraites, sur le doublement de la période d'essai. Coincées entre leur désir de respectabilité vis à vis des institutions et le désir des salariés de ne pas voir disparaître leurs acquis sociaux, les bureaucraties syndicales multiplient les appels à des journées d'actions nationales toute aussi inefficaces les unes que les autres.

La bataille contre le libéralisme est une lutte de classe. Le mouvement contre le CPE montre que l'unité d'action et la détermination sont des outils puissants dans les mains des travailleurs pour faire reculer le gouvernement et le MEDEF. La grève générale reconductible du CPE a révélé que chaque victoire de salariés fait reculer le projet libéral dans son ensemble. Ce mouvement a révélé la nécessité d'un programme unificateur pour tous les travailleurs pour renforcer la convergence des luttes et pour édifier un projet de société alternatif.

Un programme de classe

Le gouvernement accélère les réformes. La crise du capitalisme ne se résoudra pas en faisant des cadeaux aux patrons ou en attaquant les travailleurs. Il s'agit de détruire le capitalisme et de bâtir une autre société où ce ne

seront plus les actionnaires et les banquiers qui dirigeront mais celles et ceux qui créent les richesses, les travailleurs.

Convaincre qu'un autre monde est possible passe par le rassemblement de celles et ceux qui veulent déjà résister à celui-ci. Cette convergence est le préalable pour déterminer les moyens pour en finir avec l'exploitation, la guerre, le racisme, le sexisme. Les travailleurs ont intérêt à détruire le système mais bien souvent pensent que cela est impossible et qu'il faut déjà accepter de modifier ce monde ci plutôt que de ce battre pour une société égalitaire.

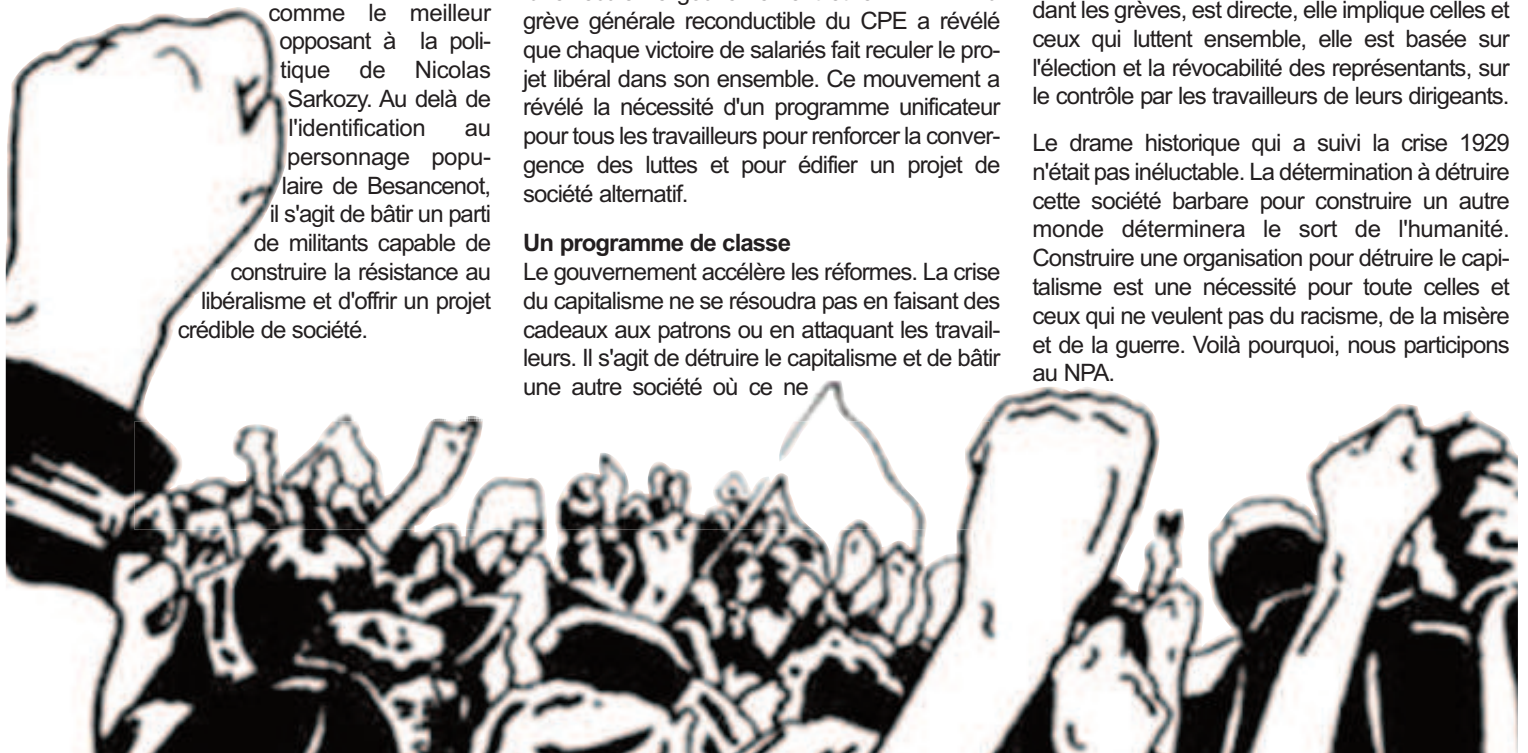
Nous avons besoin d'unifier la classe ouvrière autour d'une idéologie qui lui soit propre, de combattre l'idéologie dominante véhiculée par les médias et les valeurs de la société. Nous avons besoin d'un parti pour garder la mémoire des victoires mais aussi des défaites passées. Nous avons besoin d'un parti qui regroupe les travailleurs les plus déterminés à en finir avec le capitalisme, « par tous les moyens nécessaires ».

La nécessité de détruire le capitalisme

La constitution garantie la liberté d'entreprendre et la propriété privée, les travailleurs ne peuvent pas changer le monde sans s'en prendre aux institutions actuelles.

Les travailleurs en grève s'organisent de manière beaucoup plus démocratique que la « démocratie » des patrons. La Vème République nous propose de choisir tous les cinq ans la couleur de la voiture, rose ou bleue, de celui ou celle qui piétinera ses promesses électorales. La démocratie ouvrière, dans les assemblées générales, pendant les grèves, est directe, elle implique celles et ceux qui luttent ensemble, elle est basée sur l'élection et la révocabilité des représentants, sur le contrôle par les travailleurs de leurs dirigeants.

Le drame historique qui a suivi la crise 1929 n'était pas inéluctable. La détermination à détruire cette société barbare pour construire un autre monde déterminera le sort de l'humanité. Construire une organisation pour détruire le capitalisme est une nécessité pour toute celles et ceux qui ne veulent pas du racisme, de la misère et de la guerre. Voilà pourquoi, nous participons au NPA.



Combattre l'islamophobie : l'oubli catastrophique de la gauche radicale.

Un article de John Mullen*

Un jeu vidéo sur internet, « muslim massacre », a fait beaucoup de bruit, et pour cause : il consiste à massacrer tous les musulmans ! Fin juillet 2008, Nouredine Rachedi se fait tabasser par des hommes qui lui ont préalablement demandé s'il était musulman. Le même mois, on refuse la nationalité française à une femme musulmane, citant sa « pratique radicale de sa religion » perçue comme étant « incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française »¹. En mai un libraire qui vend des livres sur l'islam à la Grande Braderie d'Evry (dont le maire est Manuel Valls du PS) est viré par la police municipale qui l'accuse d'"incitation à la foi". En mai aussi, encore une mosquée est attaquée (incendiée cette fois) près de Toulouse.

privées catholiques disposent de fonds publics sans commune mesure avec celles des autres religions... Des livres sensationnalistes tels ceux de Caroline Fourest, ou les déclarations anti-islam de Michel Houellebecq, sont bien plus médiatisés que des études sérieuses sur l'islam français. Des revues comme Le Point se posent en donneurs de leçons, sommant les musulmans d'« abjurer les archaïsmes les plus flagrants de leur dogme »⁴. Le danger islamique serait permanent : « Il faut réguler le prosélytisme de l'islam » peut-on lire, et on nous parle du danger de l'islamisation de la France ! Le Front national en profite tranquillement, se présentant comme le vrai opposant à l'islam. « Nos élus locaux » écrit-il « ... font un travail remarquable sur le terrain pour tenter d'annuler les constructions de mosquées abusives. »⁵

* John Mullen est maître de conférence à l'université de Créteil, Agen and Limoges, spécialiste en Civilisation britannique et rédacteur en chef de la Revue Socialisme International.

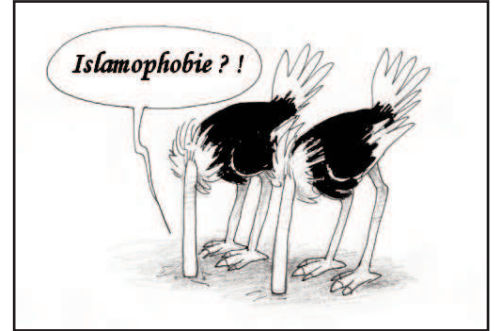
Que fait la gauche ?

L'essentiel de ces événements a suscité extrêmement peu de réactions à gauche. Où sont les défilés de solidarité avec les musulmans, ou les dénonciations de l'islamophobie par les politiciens, les chanteurs, les personnalités ?

Selon un sondage CSA de 2007², 33% des Français considèrent que « les musulmans menacent l'identité française ». C'est la « menace » perçue la plus fréquemment (26% pensent que les Roumains menacent notre identité, 21% les Africains, 8% les Juifs, 7% les homosexuels...). Le racisme anti-musulman est devenu le racisme acceptable en France aujourd'hui ; aucune organisation de gauche ne s'y attaque directement.³

L'égalité des droits pour tous doit être un principe pour les anticapitalistes. Pourtant, la difficulté d'avoir l'autorisation de construire une mosquée amène des centaines de milliers de croyants à prier dans des caves et des garages. Les jours de fête chrétiens sont fériés, les écoles

L'islamophobie est complexe et il en existe plusieurs variantes. Les revues de gauche manient le fantasme de l'intégriste en France afin de « défendre les femmes musulmanes », ou « défendre les musulmans laïcs ». Pour beaucoup, l'islam se réduit à quelques phrases réactionnaires tirées du Coran – on n'oserait jamais faire de même pour la Bible ! Les penseurs musulmans tels que Tarik Ramadan sont présentés comme tenant forcément un double discours. Lors des exclusions de jeunes



musulmanes des écoles, les concernées n'avaient même pas droit à la parole dans les médias. Comme l'écrit Vincent Geisser, « la crainte et la haine du musulman semblent avoir progressivement succédé à celles de 'l'Arabe', mêlant haine religieuse, racisme, et peur des nouvelles 'classes dangereuses', les jeunes de banlieue. » Et comme pour tout groupe visé par la discrimination on suppose que les musulmans sont tous les mêmes, qu'ils n'ont rien de valable à apprendre aux non-musulmans, etc.

L'absence d'une campagne quelconque contre l'islamophobie constitue une grave faiblesse de la gauche. Lors de la loi anti-foulard, l'essentiel du PS a soutenu la loi. La majorité des députés PCF ont voté contre la loi, mais la division dans le parti a empêché toute opposition militante. Lutte Ouvrière était favorable à la loi. La LCR déclara son opposition à la loi mais n'organisa aucune opposition militante, refusant toute action commune avec des associations musulmanes !

Les organisations antiracistes et les syndicats étaient paralysés ou soutenaient les exclusions. Sans direction politique, les lycéens, pourtant majoritairement mécontents de l'exclusion de leurs camarades de classe, n'ont pas organisé leur défense.

Par la suite, les discriminations illégales envers des parents d'élève, des clients de banque ou d'auto-école n'ont pas rencontré d'écho dans les publications de la gauche radicale. Et lors de l'affaire des



Cimetière musulman d'Arras profané par des nazillons

caricatures de Mahomet, l'ensemble des forces politiques françaises a soutenu sans nuance aucune le journal Charlie Hebdo qui voyait dans la publication de ces dessins racistes une simple affaire de liberté d'expression. Et on ne parle même pas, dans la presse militante, des attaques contre des mosquées. Pour une bonne partie de la gauche, la suspicion à l'égard des musulmans s'associe à une adhésion à la vision prétentieuse et ridicule d'une France porteuse de valeurs universalistes, humanistes, démocratiques.

Pourquoi l'islamophobie monte ?

Le racisme anti-arabe est enraciné depuis longtemps, mais il est moins acceptable socialement qu'avant. La droite extrême et le raciste ignorant n'hésitent pas à se tourner vers le musulman pour trouver « l'ennemi intérieur » dont ils ont besoin.

Le facteur principal se trouve pourtant dans la situation internationale. Vainqueur de la guerre froide, la classe dirigeante des Etats-Unis cherchait un nouvel ennemi pour ressouder sa nation. Une partie des anti-impérialistes, au Maghreb et au Moyen-orient, suite à la faillite de la gauche stalinienne, cherchaient dans l'islam un nouveau projet politique. Le « terrorisme islamiste », défini et redéfini au besoin fut donc le parfait nouvel ennemi, après les terribles attentats de 2001. Les massacres en Afghanistan et en Irak sont facilités par l'argument que l'occident interviendrait contre la barbarie. Tous ceux qui résistent ne peuvent être que des terroristes islamistes, intégristes et donc imperméables à la négociation, et à exterminer. En Palestine aussi, si on peut montrer que des organisations religieuses (« des fous d'Allah ») mènent la résistance, on peut ignorer l'injustice de l'occupation sioniste. Maintenant que Sarkozy veut aligner sa politique étrangère sur celle de Bush, l'islamophobie risque d'être plus utile que jamais à la classe dirigeante pour légitimer les occupations de l'Irak et de l'Afghanistan ...

Laïcité

Que la gauche participe pleinement à ces préjugés doit être expliqué. Une nouvelle version du concept de laïcité est utilisée pour justifier le fait de ne pas défendre les musulmans. Il existe une laïcité qu'il faut défendre – nous ne voulons pas que les institutions religieuses contrôlent l'enseignement ou les hôpitaux – mais appliquer ce principe de neutralité non pas à l'Etat mais à ses salariés et ses usagers est illégitime et contraire à la liberté religieuse.



Sur cette question, l'hypocrisie est généralisée : la loi définit un symbole musulman comme « ostentatoire » là où les symboles chrétiens sont définis comme « discrets », nouvelle distinction inventée pour la circonstance. A gauche, on trouve fréquemment un mépris pour tous les croyants, et dans une société raciste il n'est pas surprenant que ce mépris trouve comme première cible le musulman. On cite Marx à tort et à travers pour justifier cette hostilité. Pourtant l'attitude révolutionnaire doit être de refuser toute division des travailleurs sur des bases religieuses. Lénine argumentait que les travailleurs croyants et pratiquants pouvaient adhérer au Parti bolchevique. Son parti publiait une revue destinée spécialement aux membres des religions minoritaires. La tradition révolutionnaire est de voir dans les conditions de vie des travailleurs les racines de la religion, et de voir dans le combat uni des travailleurs pour un meilleur monde la possibilité de réduire l'influence des explications religieuses de la vie.

Féminisme

On utilise également le féminisme pour justifier un combat contre l'islam. On manie des stéréotypes des « grands frères » méchants qui contrôlèrent la vie des femmes musulmanes en France. Mais si l'oppression des femmes reste un des socles de la société française, et près de cinquante mille « faits de violences volontaires sur des femmes majeures par le conjoint ou l'ex-conjoint » ont été enregistrés par les services de police en France en 2007, il n'y a aucune raison de croire que les femmes voilées y sont davantage représentées que d'autres groupes. Dans d'autres pays il existe des ministres, des athlètes de haut niveau et des avocates qui portent le foulard... Par ailleurs, interdire la nationalité à une femme ou exclure des jeunes femmes de l'école ne

risque pas de les libérer !

Il est essentiel de combattre l'islamophobie, non seulement parce qu'il s'agit d'une oppression injuste, ni seulement parce que c'est le Front national qui profite de ces préjugés. Comme toute oppression, l'islamophobie sert à diviser les travailleurs. Il est beaucoup plus dur pour un(e) musulman (e) de se syndiquer si les autres salariés affichent méfiance et hostilité à son égard !

L'aveuglement de la gauche radicale en France sur ce thème aide à pousser de

nombreux jeunes issus de l'immigration à chercher une réponse politique dans des organisations politico-religieuses. Des organisations telles que Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM), le collectif des musulmans de France ou les Indigènes de la République sont des organisations marquées par une vision de justice sociale. Un travail commun avec la gauche radicale pourrait se montrer très fructueux. Si les anticapitalistes ne proposent pas des débats et des analyses, d'autres le feront...

Par ailleurs, la paralysie de la gauche radicale a permis l'émergence d'un véritable courant « gauche républicaine » ouvertement islamophobe, organisé autour de militants ou d'ex-militants de l'Union des familles laïques.⁶ Ce courant jouit d'une réelle influence et pourrait faire beaucoup de dégâts à l'avenir.

Actuellement, le Nouveau Parti Anticapitaliste en gestation attire un bon nombre de jeunes issus de l'immigration, dont beaucoup de musulmans. On ne pourra pas continuer à ignorer superbement cette question. Combattre l'islamophobie ne devrait pas être un « petit plus » pour les anticapitalistes, mais un axe important. Mais pour avancer dans cette voie il faudra beaucoup d'explications et beaucoup de patience, tellement l'islamophobie est enracinée même chez les antiracistes de notre pays.

1. Refuse-t-on la nationalité à des prêtres catholiques qui considèrent que par principe les femmes doivent être exclues de ce métier ?

2. Le sondage entier est en ligne et mérite d'être lu, à l'adresse http://www.islamlaicite.org/IMG/pdf/0701510C_islam_et_identite_nationale.pdf

3. Le MRAP grâce au travail courageux de Mouloud Aounit, constitue une exception partielle.

4. L'Express 12.06.08

5. Observatoire de l'islamisation 07.01.08

6. Voir par exemple www.ripostelaique.com

Pour approfondir le sujet :

Pierre Tévanian, Ismahane Chouder, et Malika Latrèche, *Les filles voilées parlent*

Vincent Geisser, *La nouvelle islamophobie*

Changer le monde mais pour mettre quoi à la place ? Pour quelle société luttons nous ?

Un article de Marie Geaughey

Beaucoup accusent l'extrême-gauche d'être tombée dans la contestation systématique et l'absence de propositions constructives. En fait cette critique est valable pour la gauche social-démocrate qui ne se définit que par oppositions superficielles par rapport à la droite. Les sociaux-démocrates ne proposent aucune alternative au capitalisme, qu'ils acceptent depuis longtemps. La gauche radicale a un projet de société, le communisme, à l'opposé de l'URSS stalinienne.

L'abolition de la propriété privée

La construction de la société communiste passe par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Des gens du peuple, qui peinent, par leur travail, à obtenir quelques éléments de propriété privée, trouvent injuste l'idée qu'ils puissent en être privés. Marx y répond :

« On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnellement acquise, fruit du travail de l'individu, propriété que l'on déclare être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance individuelle. La propriété personnelle, fruit du travail et du mérite ! Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété du petit bourgeois, du petit paysan ? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie et continué à l'abolir chaque jour. »¹

En effet, lorsque nous parlons de supprimer la propriété privée, nous ne parlons pas d'exproprier les individus de la classe moyenne, de leur voiture, de leurs appartements et

de leurs vêtements. Ces propriétés sont bien plus menacées par la crise économique qui a dépossédé de leurs logements 635000 ménages américains, que par l'arrivée du Grand Soir ! Ce que nous voulons abolir, c'est la propriété privée des moyens de production, la propriété des grands



Front populaire 1936 : même pendant la crise tout restait possible

patrons.

« Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une forme de propriété qui ne peut exister qu'à la condition que l'immense majorité soit frustrée de toute propriété. En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons. »²

Ainsi, en abolissant la propriété privée des moyens de production, c'est aux travailleurs que reviendra la richesse produite. Le peuple ne sera pas dépos-

sédé, au contraire. « Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux ; il n'ôte que le pouvoir d'asservir à l'aide de cette appropriation du travail d'autrui ». Autrement dit, il abolira la société de classe, et tous auront un accès égal aux biens sociaux.

« On autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe d'oppressés, celui qui les foulera aux pieds au Parlement ! »⁴ L'Etat au service des riches doit être aboli parce qu'il réprimera les travailleurs en cas de révolution. Les travailleurs détruirons l'Etat, et en fonderont un nouveau, basé sur la démocratie directe (élection de représentants révocables par les travailleurs en lutte), pour exproprier la bourgeoisie et prévenir toute contre-révolution.

« Entre la société capitaliste et la société communiste se place une période de transformation révolutionnaire. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »⁵ Elle n'assurera la démocratie que « pour l'immense majorité du peuple, c'est-à-dire, en excluant de la démocratie les exploités du peuple »⁶. L'objectif sera de mater les révoltes bourgeoises, puis la société sans Etat pourra se mettre en place. C'est ce qu'affirme Engels, dans sa lettre à Bebel : « tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel ». Alors la démocratie complète, comme la conçoivent les communistes, sera établie, dans une société sans classe et sans Etat.

De la dictature du prolétariat à l'abolition de l'Etat

Ce passage de la propriété pour la minorité exploitante, à la propriété pour tous va de paire avec le passage de la démocratie pour les riches, à la démocratie et à la liberté pour tous.

L'exploitation ne représente pas le seul frein à la liberté des travailleurs. L'autre oppression exercée sur le peuple, est l'oppression de l'Etat. Lénine analyse la nature de la « démocratie » maintenue par l'Etat dans les sociétés capitalistes : « La société capitaliste nous offre une démocratie (...) confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les plus riches »³.

1. Marx, Manifeste du Parti communiste
2. ibid
3. Lénine, l'Etat et la révolution
4. Marx, Leçons de la Commune
5. Lénine, l'Etat et la révolution
6. Lénine, l'Etat et la révolution



Manifestation en Somalie, contre l'inflation des prix de la nourriture

Suite de l'article de la p.24

lement la Chine, pays du Sud, est devenue « l'atelier du monde », mais le cœur du système financier reste aux Etats-Unis, situation inédite dans l'histoire. Certains pays du Sud comme l'Argentine ou la Thaïlande en ont profité pour devenir des puissances céréalières, tout en restant des semi-colonies des pays du Nord. En résumé, les rapports de domination ont changé, mais ils demeurent.

L'alimentation est une arme et ce n'est pas un hasard si les principaux pays impérialistes se sont réservé l'essentiel. Cette année, le gouvernement étasunien dépense 48,5 milliards de dollars pour subventionner son agriculture, afin de rester le grenier du monde. L'objectif étant d'augmenter les exportations de 50% par an. L'Union européenne consacre 47% de son budget à la Politique Agricole Commune. Quelques transnationales occidentales dominent totalement le marché mondial. Cargill et Archer Daniels Midland (ADM) contrôlent 60% du commerce mondial. Monsanto, Dupont-Pioneer, Syngenta et Limagrain détiennent 42% du marché des semences. Le développement des OGM (organismes génétiquement modifiés) vise à accentuer ces rapports de dépendance.

Parallèlement, la surexploitation provoque un épuisement des sols faisant baisser la valeur nutritionnelle des produits. Et la crise de l'eau ne fait que commencer. Selon, James Leape, directeur général du WWF, 45% de l'eau consommée dans le monde l'est pour l'irrigation. Pour des raisons stratégiques, les biocarburants sont encouragés. Pour produire 50 litres de bioéthanol, il faut brûler 232 kg de maïs et gaspiller 1000 litres d'eau. Le réchauffement climatique pose un problème supplémentaires. Selon certains experts, la hausse de seulement 1°C de la température globale entraînerait la baisse de 10% de la production de riz, de

blé et de maïs, aggravant la hausse des prix.

La situation est très sérieuse mais les gouvernements ne peuvent pas s'opposer aux intérêts capitalistes dont ils dépendent. Les révoltes ont fait face à une violente répression mais elles ont contraint les gouvernements à prendre des

demi-mesures. Certains pays ont posé temporairement des restrictions à leurs exportations de céréales (ex : Egypte, Argentine, Inde, Chine) ou baissé la tva et les droits de douanes (Côte d'Ivoire) ce qui ne fait qu'aggraver la situation sur le long terme. Le gouvernement vénézuélien tente de contrôler les prix mais le sabotage patronal provoque des pénuries.

Bien que ça ne soit pas clairement dit, c'est une solution malthusienne qui pointe à l'horizon : la disparition physique des plus pauvres va rétablir l'équilibre. Le capitalisme a toujours procédé ainsi, ce qui est nouveau c'est l'ampleur du massacre programmé, probablement le plus important depuis la crise de 1929 et la deuxième guerre mondiale.

L'alimentation est une question trop sérieuse pour être consacrée à la recherche du profit privé. C'est bien le capitalisme qui est en cause. C'est une réalité difficile à aborder aujourd'hui et qui peut

décourager, étant donné que ce système apparaît aujourd'hui comme le seul possible. La pensée dominante parvient d'autant plus facilement à l'occulter en trouvant d'autres « explications » à cette crise. Mais la réalité reprend toujours le dessus et il n'y a pas d'autre choix que de trouver une solution politique globale. L'organisation planifiée de la production et de la distribution sous le contrôle des représentants des travailleurs (agriculture, agroalimentaire, distribution...) et des consommateurs, élus et révocables, est la seule issue possible. Cet objectif ne peut être atteint qu'après un long processus passant par des solutions transitoires. C'est elles qu'il faut chercher.

La réponse immédiate à cette crise doit être la réhabilitation des cultures vivrières dans les pays du Sud ainsi que l'expropriation des terres arables incultes et le retour des paysans expulsés par les spéculateurs. Dans les pays du Nord, la question alimentaire prend aussi de l'importance. Les couches populaires sont les principales victimes de la hausse des prix, notamment des fruits et des légumes, et de la pollution qui les contraignent à mettre leur santé en danger pour se nourrir. Le premier combat doit être l'organisation d'un contrôle des salariés sur la production et la distribution de ses produits. La bonne stratégie consiste à faire le lien avec la cause des agriculteurs et des salariés de l'agroalimentaire exploités. Il n'y a rien à attendre des bureaucraties syndicales mais les militants syndicalistes ont un rôle central à jouer.

Le défi à relever est énorme et les questions soulevées dans cet article restent à approfondir. Les colonnes de notre journal sont ouvertes à tous ceux qui veulent y contribuer.



Haïti, dans un bidon ville

Crise alimentaire mondiale

D'OU VIENT-ELLE ET COMMENT EN SORTIR ?

Un article de Thomas Gibel

L'année 2008 a été marquée par de nombreuses grèves et manifestations dans le monde pour protester contre l'envolée des prix des denrées alimentaires (Egypte, Nigeria, Cameroun, Sénégal, Mauritanie, Burkina Faso, Mexique, Haïti, Indonésie...). Entre mars 2007 et mars 2008, le prix des céréales a augmenté de 88% et celui des produits laitiers de 48% sur les marchés mondiaux. Dans les pays du Nord, la hausse des prix des denrées alimentaires n'a pas encore de conséquences comparables, mais elle va inévitablement prendre une importance politique croissante.

Pour trouver une solution à un problème, il faut d'abord poser les bonnes questions. La crise alimentaire n'a pas commencé en 2008 ou en 2007 : elle a toujours existé. La majorité de l'humanité ne mange pas à sa faim de manière chronique pour des raisons qui ont changé selon les siècles. La particularité de notre époque, c'est que cette crise est totalement artificielle. Le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler estime que l'agriculture mondiale pourrait nourrir jusqu'à 12 milliards d'individus. Cependant, selon la FAO, 100 000 personnes meurent de malnutrition chaque jour, ce qui s'apparente à un véritable génocide économique.

Les populations ne meurent pas de faim parce que la production est insuffisante, mais parce qu'elles ne peuvent pas acheter les produits disponibles. Ce qui est nouveau depuis quelques années, c'est l'ampleur de la crise, frappant y compris les classes moyennes des pays du Sud, jusque-là relativement épargnées. L'équilibre politique et social dans les pays du Sud est indispensable au bon fonctionnement de l'économie des pays du Nord, en particulier pour les matières premières et la sous-traitance industrielle.

C'est le risque de déstabilisation des principaux pays du « Tiers-Monde », qui oblige les classes dirigeantes à s'en préoccuper.

Pour justifier cette situation, les médias dominants ont mis en avant les accidents climatiques dans des pays céréaliers comme l'Argentine ou l'Australie, la spéculation sur les cours des matières premières¹, le développement des biocarburants au détriment de l'alimentaire, la plus grande consommation des pays asiatiques

tirant les prix vers le haut etc. Il y a là une part de vérité, mais elle occulte l'essentiel. La production demeure excédentaire et les capitalistes préfèrent stocker ou détruire la production plutôt que de la vendre, afin de tirer les prix vers le haut et maximiser leurs profits. D'après l'ONU, il faut 2 500 calories par jour et par personne en moyenne, or aujourd'hui 2 800 calories sont disponibles². C'est la répartition des richesses qui est en cause, laquelle elle est toujours déterminée par un mode de production.

Commencée, il y a cinq siècles, la colonisation du monde par les pays occidentaux a jeté les bases de la division mondiale du travail entre les continents. Dans un premier temps, les pays du Sud se sont spécialisés dans l'exportation de matières premières pour les besoins de l'industrie occidentale. Parallèlement, les cultures vivrières ont été abandonnées au profit de monocultures (coton, café, cacao, thé etc.) plus lucratives, les obligeant à importer des céréales des pays développés. L'Afrique est le continent qui souffre le plus de cette nouvelle division du travail. Autosuffisante, il y a un peu plus d'un siècle, elle a dû sacrifier son agriculture au profit des besoins de l'Europe, puis des Etats-Unis et de l'Asie. Le sorgho et le manioc ont dû céder les meilleures terres au coton, au café ou à l'hévéa (à l'origine du caoutchouc). Maintenant, elle doit importer le blé et le riz à prix d'or.

Cependant, au vingtième siècle, ce schéma a connu des modifications. Les rivalités entre puissances impérialistes, culminant avec deux guerres mondiales ont ouvert un espace à l'industrialisation partielle de certains pays dominés. Les révolutions russe et chinoise ainsi que des nombreuses révoltes dans les pays du « Tiers-Monde » n'ont pas abouti, mais elles ont néanmoins modifié les rapports Nord-Sud permettant à certains pays de s'émanciper partiellement. Enfin, la montée en puissance du prolétariat dans les pays du Nord, a poussé les capitalistes à « externaliser » sa production dans les pays du Sud – actuel-



Suite de l'article p.23